

BUDGET DE DÉPENSES 2017 ▶ 2018

BUDGET DES ORGANISMES
AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

BUDGET DE DÉPENSES 2017 • 2018

BUDGET DES ORGANISMES
AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

pour l'année financière se terminant le
31 mars 2018

Déposé à l'Assemblée nationale conformément
au paragraphe 3.1 de l'article 77 de la
Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01)
par monsieur Pierre Moreau,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et de la Révision permanente des programmes
et président du Conseil du trésor

Budget de dépenses 2017-2018

Budget des organismes autres que budgétaires

Dépôt légal – Mars 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-550-77915-5 (imprimé)

ISBN 978-2-550-77916-2 (en ligne)

ISSN 2368-3899 (imprimé)

ISSN 2368-3902 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES

1. Objet du Budget des organismes autres que budgétaires.....	7
2. Contenu du volume Budget des organismes autres que budgétaires 2017-2018	7
3. Termes apparaissant au Budget des organismes autres que budgétaires 2017-2018	8
4. Changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires par portefeuilles.....	10

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévision des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018.....	13
--	----

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Affaires municipales et Occupation du territoire.....	19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	23
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	27
Conseil exécutif	33
Culture et Communications	37
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	59
Économie, Science et Innovation	63
Éducation et Enseignement supérieur	75
Énergie et Ressources naturelles.....	81
Finances	91
Forêts, Faune et Parcs	105
Justice.....	111
Relations internationales et Francophonie	121
Santé et Services sociaux	127
Sécurité publique	141
Tourisme.....	147
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	155
Travail, Emploi et Solidarité sociale.....	165

NOTES
EXPLICATIVES

1. OBJET DU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

La Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01) prévoit que le président du Conseil du trésor doit déposer, lors du dépôt du budget de dépenses, les prévisions de revenus et de dépenses des organismes autres que budgétaires.

2. CONTENU DU VOLUME BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2017-2018

Le volume **Budget des organismes autres que budgétaires** présente des informations financières notamment les revenus des organismes, leurs dépenses et leurs investissements.

De plus, l'information concernant la mission, les sources de revenus ainsi que les explications sur les variations des prévisions budgétaires sont indiquées au volume, le cas échéant.

L'information sur chacun des organismes est regroupée par portefeuille ministériel et se divise en deux sections.

Au Budget des organismes autres que budgétaires 2017-2018, la notion d'Investissements est modifiée pour y inclure les Prêts et placements à l'exception des avances au (du) fonds général qui font déjà l'objet d'une présentation distincte. Cette modification a été apportée afin que cette notion soit comparable à celle présentée au volume **Crédits des ministères et organismes**.

PREMIÈRE SECTION : SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Cette section présente, par portefeuilles, les prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2017-2018 de chaque organisme.

DEUXIÈME SECTION : BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Cette section présente les prévisions des résultats 2017-2018 des organismes autres que budgétaires ainsi que leurs résultats probables pour 2016-2017. De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants, et ce, pour chacun des portefeuilles ministériels :

- Un tableau « Prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2017-2018 » présentant les informations concernant les prévisions de revenus et de dépenses de chaque organisme autre que budgétaire ainsi que le total pour le portefeuille;
- De l'information est également présentée, pour chacun des organismes autres que budgétaires, concernant notamment :
 - La présentation de l'entité, c'est-à-dire la mission ou la raison d'être de l'entité ainsi que ses sources de revenus;
 - Les prévisions budgétaires de l'entité comprenant des explications sur les variations significatives entre le budget 2017-2018 et la donnée probable 2016-2017 concernant les revenus, les dépenses et les investissements.

- Un tableau indiquant, pour chaque organisme autre que budgétaire, les prévisions des résultats 2017-2018 et les résultats probables pour 2016-2017. L'information porte notamment sur les revenus, les dépenses et les investissements. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé de l'organisme ainsi que de l'information sur certaines sommes empruntées ou avancées.

Les opérations des organismes exerçant une fonction juridictionnelle sont présentées dans le cadre de leur fonds respectif dans le volume **Budget des fonds spéciaux**. Ces organismes sont :

- Le Tribunal administratif des marchés financiers;
- Le Tribunal administratif du Québec;
- Le Tribunal administratif du travail.

3. TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2017-2018

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Pour chacun des organismes autres que budgétaires, le budget regroupe les différents éléments concernant les prévisions suivantes :

- Les revenus de l'organisme;
- Les dépenses de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit de l'exercice de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit cumulé de l'organisme;
- Les investissements de l'organisme;
- Les sommes qu'il emprunte ou qui lui sont avancées.

Il importe de noter que ces prévisions ne tiennent pas compte des éliminations des opérations réciproques entre entités qui peuvent être considérées dans d'autres documents budgétaires.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent celles reliées à la rémunération, au fonctionnement incluant l'amortissement des immobilisations, aux dépenses de transfert visant à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes et au service de la dette comprenant les frais financiers et autres.

IMMOBILISATIONS

Les investissements comprennent les sommes prévues pour les immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

PRÊTS ET PLACEMENTS

Les prêts et placements comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et mise de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets.

REVENUS

Les revenus de transfert provenant du portefeuille ministériel sont présentés distinctement de ceux provenant d'autres sources de revenus.

De façon générale, ces revenus provenant du portefeuille ministériel correspondent aux dépenses prévues au volume **Crédits des ministères et organismes** du Budget de dépenses 2017-2018 à la supercatégorie « Transfert » de ce portefeuille. Des écarts peuvent toutefois être constatés principalement en raison de revenus reportés comptabilisés par certains organismes autres que budgétaires.

Les autres revenus comprennent notamment ceux en provenance des autres ministères, d'autres organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux, d'entreprises du gouvernement, de transfert du gouvernement fédéral et d'autres sources, telles que des taxes ou des droits et permis.

SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE

L'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice constitue un surplus. À l'inverse, un déficit est constaté lorsque les dépenses sont supérieures aux revenus.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS DU FONDS DE FINANCEMENT

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès du Fonds de financement.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès de toute source autre que le Fonds de financement et le fonds général du fonds consolidé du revenu. Ils comprennent entre autres les emprunts effectués auprès d'une autre entité du périmètre comptable du gouvernement.

SOLDE DES AVANCES AU (DU) FONDS GÉNÉRAL

Ces avances regroupent toutes les sommes avancées par l'organisme au fonds général ou celles avancées par ce dernier à l'organisme.

4. CHANGEMENTS SURVENUS À LA RÉPARTITION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Certains organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2017-2018 par rapport à 2016-2017.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire, alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'un organisme autre que budgétaire.

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

Culture et Communications

- (-) Les activités de la Régie du cinéma seront intégrées au ministère de la Culture et des Communications à compter du 1^{er} avril 2017.

Énergie et Ressources naturelles

- (-) La Société nationale de l'amiante est continuée en personne morale de droit public régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1).
- (+) L'organisme Transition énergétique Québec a été ajouté à ce portefeuille.

Justice

Le Fonds d'aide aux recours collectifs se nomme dorénavant le Fonds d'aide aux actions collectives.

Travail, Emploi et Solidarité sociale

- (+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été ajoutée à ce portefeuille.

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire		
Société d'habitation du Québec	1 145 920,5	1 164 487,5
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
La Financière agricole du Québec	543 372,2	436 275,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Centre de services partagés du Québec	545 523,5	538 501,2
Société québécoise des infrastructures	1 042 144,0	1 036 579,0
Conseil exécutif		
Centre de la francophonie des Amériques	4 398,8	4 820,8
Culture et Communications		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	89 509,5	89 681,4
Conseil des arts et des lettres du Québec	109 905,2	110 479,0
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 641,5	32 144,0
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 953,5	12 801,7
Musée de la Civilisation	32 124,1	31 741,9
Musée national des beaux-arts du Québec	27 264,1	28 408,2
Société de développement des entreprises culturelles	68 614,8	68 267,8
Société de la Place des Arts de Montréal	31 411,6	36 703,3
Société de télédiffusion du Québec	75 845,0	77 157,1
Société du Grand Théâtre de Québec	12 896,6	12 920,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Société québécoise de récupération et de recyclage	47 660,0	46 516,4
Économie, Science et Innovation		
Centre de recherche industrielle du Québec	32 006,1	31 789,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	58 767,5	58 767,5
Fonds de recherche du Québec - Santé	97 640,7	97 640,7
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	51 574,1	51 574,1
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	6 277,1	5 862,4
Éducation et Enseignement supérieur		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	37 072,0	38 252,2
Institut national des mines	981,0	1 117,1
Énergie et Ressources naturelles		
Régie de l'énergie	15 693,8	16 009,2
Société de développement de la Baie-James	31 366,0	31 921,3
Société du Plan Nord	71 880,6	71 865,2
Transition énergétique Québec	213 603,2	214 995,4

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Finances		
Agence du revenu du Québec	1 175 137,0	1 175 137,0
Autorité des marchés financiers	167 594,6	140 994,0
Financement-Québec	329 071,8	300 410,5
Institut de la statistique du Québec	27 402,9	27 402,9
Société de financement des infrastructures locales du Québec	666 416,3	683 315,2
Forêts, Faune et Parcs		
Fondation de la faune du Québec	6 458,2	6 445,8
Société des établissements de plein air du Québec	136 443,0	135 778,0
Justice		
Commission des services juridiques	180 246,0	182 770,9
Fonds d'aide aux actions collectives	1 800,0	4 401,0
Office des professions du Québec	10 493,0	11 039,0
Société québécoise d'information juridique	15 059,8	14 786,8
Relations internationales et Francophonie		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1 987,0	1 927,4
Office Québec-Monde pour la jeunesse	7 997,3	7 922,0
Santé et Services sociaux		
Corporation d'urgences-santé	134 209,8	134 209,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 914 583,1	3 914 583,1
Héma-Québec	450 536,9	450 536,9
Institut national de santé publique du Québec	71 630,3	72 530,3
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	19 413,3	21 103,7
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 848 121,9	12 848 121,9
Sécurité publique		
École nationale de police du Québec	36 241,1	36 241,1
École nationale des pompiers du Québec	3 025,2	2 566,0
Tourisme		
Régie des installations olympiques	57 822,2	61 322,2
Société du Centre des congrès de Québec	25 554,0	28 886,3
Société du Palais des congrès de Montréal	59 524,3	55 859,4
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Agence métropolitaine de transport	83 203,5	83 203,5
Société de l'assurance automobile du Québec	264 053,0	249 749,0
Société des Traversiers du Québec	141 842,1	149 419,0

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Commission de la capitale nationale du Québec	20 060,4	21 365,1
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	31 381,3	31 381,3
Régie du bâtiment du Québec	68 678,0	63 640,7
Total	25 393 034,3	25 264 328,4

**BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE
BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES**

Affaires municipales et Occupation du territoire

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société d'habitation du Québec	1 145 920,5	1 164 487,5
Total	1 145 920,5	1 164 487,5

Société d'habitation du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société d'habitation du Québec (SHQ) relève du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. La mission de la SHQ vise à favoriser l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement. Elle vise à aider les ménages, en particulier les plus vulnérables, à accéder à un logement social ou abordable, à soutenir financièrement le paiement du loyer, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation. Elle adhère et participe aux grandes orientations gouvernementales actuelles telles que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la lutte à l'itinérance, l'occupation et la vitalité des territoires et le Plan nord.

Les activités de la SHQ sont financées par des contributions du gouvernement du Québec et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ainsi que par des revenus autonomes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SHQ s'établissent à 1 145,9 M\$ en 2017-2018, en hausse de 47,0 M\$ par rapport aux revenus probables 2016-2017. Cette augmentation s'explique principalement par des revenus supplémentaires anticipés découlant de la signature de l'Entente 2016 concernant le Fonds consacré à l'infrastructure sociale conclue en vertu de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la SHQ s'établissent à 1 164,5 M\$ en 2017-2018, en hausse de 91,7 M\$ par rapport aux dépenses probables 2016-2017. Cette augmentation principalement en dépenses de transfert, s'explique par un retour anticipé à un rythme de réalisation normal pour le programme AccèsLogis Québec, par une hausse du déficit d'exploitation des organismes subventionnés dans le cadre du programme de logements sans but lucratif relativement au financement des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation ainsi que par une hausse des dépenses du programme Supplément au loyer.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 256,8 M\$ en 2017-2018, en baisse de 121,0 M\$ par rapport à 2016-2017. Cette baisse en prêts et placements, s'explique principalement par une conversion plus importante en 2016-2017 des avances temporaires en prêts à long terme.

Société d'habitation du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	434 458,7	425 975,7
Autres revenus	711 461,8	672 980,0
Total des revenus	1 145 920,5	1 098 955,7
Total des dépenses	1 164 487,5	1 072 815,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(18 567,0)	26 140,7
Surplus (déficit) cumulé au début	133 179,7	107 039,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	114 612,7	133 179,7
Investissements		
Immobilisations	146 426,0	142 713,0
Prêts et placements	110 387,0	235 102,0
Total des investissements	256 813,0	377 815,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 631 204,0)	(1 449 114,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(766 873,0)	(866 747,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 398 077,0)	(2 315 861,0)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
La Financière agricole du Québec	543 372,2	436 275,2
Total	543 372,2	436 275,2

La Financière agricole du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Financière agricole du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur La Financière agricole du Québec (RLRQ, chapitre L-0.1) qui a pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Dans la poursuite de cette mission, la Société attache une importance particulière au développement du secteur primaire.

La Société met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

La Société acquitte ses obligations et finance ses activités à partir des sommes qui proviennent notamment du gouvernement du Québec, des contributions des entreprises et des revenus qu'elle tire de ses activités. La Société reçoit également des contributions du gouvernement du Canada pour l'administration des programmes fédéraux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La baisse des revenus pour l'exercice 2017-2018 par rapport à l'exercice 2016-2017 provient principalement de la diminution de la contribution gouvernementale versée à la Société consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 436,3 M\$ pour l'exercice 2017-2018 et se comparent aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements pour l'exercice 2016-2017 représentent principalement la capitalisation de la réserve pour les programmes Assurance stabilisation du revenu agricole, Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus à hauteur de 317,0 M\$ prévue au 31 mars 2017.

La Financière agricole du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	430 617,2	437 860,2
Autres revenus	112 755,0	110 408,3
Total des revenus	543 372,2	548 268,5
Total des dépenses	436 275,2	435 763,5
Surplus (déficit) de l'exercice	107 097,0	112 505,0
Surplus (déficit) cumulé au début	434 765,9	322 260,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	541 862,9	434 765,9
Investissements		
Immobilisations	1 800,0	2 407,0
Prêts et placements	106 829,0	319 606,0
Total des investissements	108 629,0	322 013,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(18 322,0)	(14 543,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(352 664,0)	(282 990,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(25 422,0)	(25 422,0)
Total	(396 408,0)	(322 955,0)

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de services partagés du Québec	545 523,5	538 501,2
Société québécoise des infrastructures	1 042 144,0	1 036 579,0
Total	1 587 667,5	1 575 080,2

Centre de services partagés du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux ministères et aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en ressources humaines, financières, matérielles, communicationnelles et informationnelles.

À cette fin, le CSPQ vise à rationaliser et à optimiser les services administratifs aux organismes tout en s'assurant de leur qualité et de leur adéquation aux besoins. De plus, le CSPQ se préoccupe de la disponibilité de ses services en région et de l'impact économique régional de son action. Il privilégie également le développement d'une expertise interne en matière de services administratifs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CSPQ s'établissent à 545,5 M\$ en 2017-2018, soit une baisse de 11,0 M\$ par rapport aux revenus probables de 2016-2017. La baisse est principalement attribuable au nouveau mode de facturation de la téléphonie cellulaire. En effet, le fournisseur de services facturera directement les différents clients et, en guise d'intermédiaire, le CSPQ recevra un revenu de gestion.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CSPQ s'établissent à 538,5 M\$ en 2017-2018, soit une baisse de 12,3 M\$ par rapport à la dépense probable de 2016-2017. Cette baisse est principalement attribuable au nouveau mode de facturation de la téléphonie cellulaire.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements du CSPQ s'établissent à 88,0 M\$ en 2017-2018, soit une augmentation de 46,9 M\$ par rapport aux investissements probables de 2016-2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la mise en œuvre des processus corporatifs qui permettront d'utiliser la capacité organisationnelle du CSPQ.

Centre de services partagés du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	545 523,5	556 511,9
Total des revenus	545 523,5	556 511,9
Total des dépenses	538 501,2	550 804,9
Surplus (déficit) de l'exercice	7 022,3	5 707,0
Surplus (déficit) cumulé au début	73 995,9	68 288,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	81 018,2	73 995,9
Investissements		
Immobilisations	87 957,8	41 012,5
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	87 957,8	41 012,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(444 652,3)	(389 768,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(11 704,1)	(12 726,0)
Solde des avances au (du) fonds général	40 755,1	30 731,6
Total	(415 601,3)	(371 763,1)

Société québécoise des infrastructures

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est un organisme autre que budgétaire constitué le 13 novembre 2013 à la suite de la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec.

La Société contribue à planifier, construire et entretenir le parc immobilier des édifices gouvernementaux conformément aux pratiques les plus exigeantes.

Elle entend mener à bien sa mission qui consiste notamment à développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond aux besoins de sa clientèle, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

La Société a la responsabilité d'assurer la pérennité de l'un des plus grands parcs immobiliers du Québec. Elle doit donc maintenir ses actifs dans un état satisfaisant pour en assurer l'intégrité physique et fonctionnelle à long terme. De plus, elle doit combler les besoins immobiliers des ministères et organismes gouvernementaux en leur offrant des locaux dont la localisation, la disponibilité, la qualité et les coûts répondent à leurs attentes, tout en assurant une occupation optimale, de manière à réduire au minimum les espaces vacants et à gérer rigoureusement la facture de loyer gouvernementale.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SQI s'établissent à 1 042,1 M\$ en 2017-2018, en hausse de 5,5 M\$ par rapport aux revenus probables de 2016-2017, en raison notamment de l'augmentation des revenus découlant des services rendus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 1 036,6 M\$ en 2017-2018, en hausse de 5,5 M\$ par rapport aux dépenses probables de 2016-2017, qui s'explique principalement par l'augmentation des frais financiers, de la dépense d'amortissement, des loyers, des frais d'exploitation des immeubles, des impôts fonciers et taxes d'affaires sur les propriétés.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2017-2018 sont estimés à 949,5 M\$, en hausse de 281,8 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les investissements prévus en immobilisations pour 2017-2018 sont de 352,6 M\$, soit 104,3 M\$ de plus que la dépense probable 2016-2017. Cette variation s'explique par l'augmentation des investissements dans le maintien du niveau de service pour les immeubles en propriété. Les investissements prévus en développement de système pour l'exercice 2017-2018 sont estimés à 8,3 M\$.

Société québécoise des infrastructures

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	15 025,0	18 233,0
Autres revenus	1 027 119,0	1 018 407,0
Total des revenus	1 042 144,0	1 036 640,0
Total des dépenses	1 036 579,0	1 031 075,0
Surplus (déficit) de l'exercice	5 565,0	5 565,0
Surplus (déficit) cumulé au début	429 496,0	430 608,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin ¹	428 384,0	429 496,0
Investissements		
Immobilisations	352 592,0	248 333,0
Prêts et placements	596 893,0	419 303,0
Total des investissements	949 485,0	667 636,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 810 822,0)	(2 770 083,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 015 652,0)	(917 346,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(41,0)	(124,0)
Total	(3 826 515,0)	(3 687 553,0)

¹ Le surplus cumulé est diminué annuellement du dividende versé au fonds consolidé du revenu au montant de 6,7 M\$, représentant une tranche du gain de 131,8 M\$ réalisé suite à la vente de trois immeubles en mars 2008.

Conseil exécutif

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Centre de la francophonie des Amériques	4 398,8	4 820,8
Total	4 398,8	4 820,8

Centre de la francophonie des Amériques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de la francophonie des Amériques contribue à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La prévision totale des revenus du Centre de la francophonie des Amériques pour l'exercice 2017-2018 s'établit à 4,4 M\$. De ce montant, le Centre prévoit recevoir une subvention du gouvernement du Québec de l'ordre de 2,1 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018. De plus, une contribution de 2,2 M\$ a été accordée par le gouvernement fédéral, reliée au programme Célébrations et commémorations - Fonds Canada 150, pour un projet national intitulé « Les Célébrations de la francophonie » dans le cadre des Célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération et de la St-Jean Baptiste : Fête nationale du Québec et de la Francophonie canadienne.

LES DÉPENSES

La prévision des dépenses pour l'année financière 2017-2018 s'établit à 4,8 M\$, dont 2,6 M\$ pour les activités régulières du Centre, ce qui demeure au même niveau que pour l'exercice 2016-2017, et 2,2 M\$ pour réaliser le projet national « Les Célébrations de la francophonie » du 150^e anniversaire de la Confédération et de la St-Jean Baptiste, projet financé par le programme Célébrations et commémorations - Fonds Canada 150 du gouvernement fédéral.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissements du Centre pour l'année financière 2017-2018 s'élève à 0,1 M\$, principalement pour l'acquisition de livres numériques pour la bibliothèque des Amériques et le développement d'outils web pour le site du Centre.

Centre de la francophonie des Amériques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 092,6	2 075,9
Autres revenus	2 306,2	177,5
Total des revenus	4 398,8	2 253,4
Total des dépenses	4 820,8	2 580,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(422,0)	(327,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 041,8	3 368,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 619,8	3 041,8
Investissements		
Immobilisations	80,0	177,5
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	80,0	177,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 058,4)	(2 369,1)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 058,4)	(2 369,1)

Culture et Communications

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	89 509,5	89 681,4
Conseil des arts et des lettres du Québec	109 905,2	110 479,0
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 641,5	32 144,0
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 953,5	12 801,7
Musée de la Civilisation	32 124,1	31 741,9
Musée national des beaux-arts du Québec	27 264,1	28 408,2
Société de développement des entreprises culturelles	68 614,8	68 267,8
Société de la Place des Arts de Montréal	31 411,6	36 703,3
Société de télédiffusion du Québec	75 845,0	77 157,1
Société du Grand Théâtre de Québec	12 896,6	12 920,0
Total	491 165,9	500 304,4

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constituée par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2) et a pour mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel, de même que tout document relatif au Québec et publié à l'extérieur du Québec.

L'organisme a également pour mandat d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire constitué par ses collections, à la culture et au savoir, et d'agir, à cet égard, comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises, contribuant ainsi à l'épanouissement des citoyens.

Enfin, BAnQ a pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. L'organisme est aussi chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

Les revenus annuels de BAnQ proviennent de subventions du gouvernement du Québec et de contributions de la Ville de Montréal. Les autres revenus sont générés par les amendes, la location d'espaces de stationnement, les ventes et la prestation de services divers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 89,5 M\$ en 2017-2018, soit 3,2 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par un gain sur disposition de placement et une contribution financière non récurrente de la Ville de Montréal en 2016-2017 ainsi que par la diminution prévue de la subvention relative au fonctionnement en 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 89,7 M\$ en 2017-2018, soit 1,7 M\$ de moins que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses d'opération.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 13,7 M\$ en 2017-2018, soit 5,4 M\$ de moins que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la baisse prévue des investissements de l'organisme.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	70 552,7	74 698,9
Autres revenus	18 956,8	17 988,4
Total des revenus	89 509,5	92 687,3
Total des dépenses	89 681,4	91 409,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(171,9)	1 278,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(38 040,3)	(39 318,3)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(38 212,2)	(38 040,3)
Investissements		
Immobilisations	13 734,1	19 142,1
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	13 734,1	19 142,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(192 327,1)	(197 661,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(192 327,1)	(197 661,8)

Conseil des arts et des lettres du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a pour mission de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création artistique et littéraire, l'expérimentation, la production et la diffusion. Les domaines dans lesquels le CALQ exerce ses attributions sont la littérature et le conte, les arts de la scène (théâtre, danse, musique, chanson, arts du cirque), les arts multidisciplinaires, les arts médiatiques (arts numériques, cinéma et vidéo), les arts visuels, les métiers d'art ainsi que la recherche architecturale. Le CALQ soutient également le rayonnement des artistes, des écrivains, des organismes artistiques et de leurs œuvres, que ce soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 109,9 M\$ en 2017-2018, soit 1,1 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par une subvention non récurrente en 2016-2017 relative au Plan culturel numérique du Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 110,5 M\$ en 2017-2018, soit 0,5 M\$ de moins que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la baisse prévue des dépenses liées aux programmes d'aide financière pour le Plan culturel numérique du Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ en 2017-2018, soit 0,4 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par les investissements prévus pour la relocalisation du CALQ dans l'Édifice Wilder.

Conseil des arts et des lettres du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	109 014,4	110 662,2
Autres revenus	890,8	356,4
Total des revenus	109 905,2	111 018,6
Total des dépenses	110 479,0	111 018,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(573,8)	0,6
Surplus (déficit) cumulé au début	62,8	62,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(511,0)	62,8
Investissements		
Immobilisations	832,1	430,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	832,1	430,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 328,6)	(927,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(1 328,6)	(927,2)

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a pour objets d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des droits de scolarité perçus et d'ententes de service.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 30,6 M\$ en 2017-2018, soit 1,8 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par une aide financière non récurrente en 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 32,1 M\$ en 2017-2018, soit 0,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la hausse prévue des dépenses d'opération.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,4 M\$ en 2017-2018, soit 0,3 M\$ de moins que les prévisions d'investissements 2016-2017. La variation s'explique principalement par le parachèvement de projets en lien avec le Plan culturel numérique du Québec.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	29 105,1	30 183,9
Autres revenus	1 536,4	2 216,9
Total des revenus	30 641,5	32 400,8
Total des dépenses	32 144,0	31 400,8
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 502,5)	1 000,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(2 448,7)	(3 448,7)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(3 951,2)	(2 448,7)
Investissements		
Immobilisations	358,6	691,7
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	358,6	691,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(5 342,2)	(6 332,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(34 669,6)	(35 956,3)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(40 011,8)	(42 289,0)

Musée d'Art contemporain de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus annuels proviennent principalement de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés notamment par des subventions fédérales, la billetterie, la location d'espaces et d'expositions, les activités éducatives et culturelles ainsi que les commandites et autres dons.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 13,0 M\$ en 2017-2018, soit 0,6 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la comptabilisation, au cours de l'exercice 2016-2017, de revenus liés à des subventions reportées pour des projets spéciaux.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 12,8 M\$ en 2017-2018, soit 0,9 M\$ de moins que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par des projets spéciaux qui se sont terminés en 2016-2017, dont la restauration des œuvres d'art endommagées lors de l'inondation de 2012.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,7 M\$ en 2017-2018, soit 1,2 M\$ de moins que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par le parachèvement de projets en lien avec le Plan culturel numérique du Québec et la diminution des prêts et placements de portefeuille.

Musée d'Art contemporain de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	9 237,5	9 712,8
Autres revenus	3 716,0	3 847,3
Total des revenus	12 953,5	13 560,1
Total des dépenses	12 801,7	13 673,5
Surplus (déficit) de l'exercice	151,8	(113,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	(578,9)	(465,5)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(427,1)	(578,9)
Investissements		
Immobilisations	457,1	1 091,9
Prêts et placements	224,7	793,6
Total des investissements	681,8	1 885,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(4 537,5)	(3 843,3)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 594,7)	(2 668,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(6 132,2)	(6 511,9)

Musée de la Civilisation

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée de la civilisation a pour fonctions de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes générés notamment par la visite d'expositions, les commandites financières, les événements privés et spéciaux, la location d'espaces, la boutique et les contributions de la Fondation du Musée.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 32,1 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable aux revenus probables 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 31,7 M\$ en 2017-2018, soit 1,1 M\$ de moins que les dépenses probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses de rémunération.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 3,3 M\$ en 2017-2018, soit 0,8 M\$ de moins que les investissements probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par le parachèvement de travaux majeurs relativement aux immeubles et à l'aménagement des salles d'exposition.

Musée de la Civilisation

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 626,0	26 080,1
Autres revenus	6 498,1	5 892,0
Total des revenus	32 124,1	31 972,1
Total des dépenses	31 741,9	32 791,9
Surplus (déficit) de l'exercice	382,2	(819,8)
Surplus (déficit) cumulé au début	(18 904,0)	(18 084,2)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(18 521,8)	(18 904,0)
Investissements		
Immobilisations	3 319,5	4 115,9
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	3 319,5	4 115,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(43 173,3)	(33 187,9)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(7 006,2)	(18 495,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(50 179,5)	(51 683,5)

Musée national des beaux-arts du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. Le MNBAQ reçoit également des subventions ou des contributions du gouvernement du Canada, de sa Fondation ou d'autres partenaires. Les autres revenus sont notamment générés par la visite d'expositions, la location et la diffusion d'œuvres d'art et d'expositions, les activités éducatives et culturelles, la boutique, la location d'espaces et les services alimentaires.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 27,3 M\$ en 2017-2018, soit 2,0 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par des subventions et des contributions non récurrentes obtenues au cours de l'exercice 2016-2017 pour des projets spéciaux.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 28,4 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 3,1 M\$ en 2017-2018, soit 14,6 M\$ de moins que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par le parachèvement du projet d'agrandissement du Musée en 2016-2017.

Musée national des beaux-arts du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	20 310,4	21 109,9
Autres revenus	6 953,7	8 106,0
Total des revenus	27 264,1	29 215,9
Total des dépenses	28 408,2	28 732,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 144,1)	483,4
Surplus (déficit) cumulé au début	4 479,5	3 996,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 335,4	4 479,5
Investissements		
Immobilisations	2 870,0	17 459,5
Prêts et placements	249,1	245,1
Total des investissements	3 119,1	17 704,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(50 388,9)	(54 698,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(5 905,0)	(6 567,2)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(56 293,9)	(61 265,2)

Société de développement des entreprises culturelles

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a pour mandat spécifique de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles. Elle contribue à accroître la qualité des produits et des services, ainsi que leur capacité à être concurrentielles au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La SODEC a également pour mandat de protéger, de mettre en valeur et de gérer un parc immobilier patrimonial dont elle est propriétaire depuis 1989.

Pour ce faire, la SODEC :

- Élabore des programmes et administre l'aide gouvernementale destinée aux entreprises culturelles pour soutenir la production, la mise en marché, la diffusion et l'exportation des œuvres, favorisant ainsi la création. Cette aide est accordée sous forme d'investissements, de subventions ou d'aides remboursables en vertu de différents programmes d'aide;
- Offre les services d'une banque d'affaires dans les différents domaines de la culture et des communications. Les outils financiers comprennent le prêt et la garantie de prêt;
- Gère, pour le gouvernement du Québec, les mesures d'aide fiscale destinées aux entreprises culturelles. Celles-ci prennent la forme de crédits d'impôt remboursables liés à la production d'œuvres. Le rôle de la SODEC consiste à évaluer l'admissibilité des entreprises et des projets;
- Mène ou participe à des recherches et à des analyses sectorielles et coordonne le travail de diverses commissions consultatives;
- Est partenaire du Fonds d'investissement de la Culture et des Communications et du Fonds Capital Culture Québec.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes résultant essentiellement d'honoraires de gestion des crédits d'impôt, de revenus d'intérêts ainsi que de revenus de loyer du parc immobilier patrimonial.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 68,6 M\$ en 2017-2018, soit 7,0 M\$ de moins que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par des subventions non récurrentes en 2016-2017, le transfert de responsabilités de la SODEC au ministère de la Culture et des Communications concernant certaines aides financières et une diminution prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 68,3 M\$ en 2017-2018, soit 8,6 M\$ de moins que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par l'octroi de subventions non récurrentes et une perte probable sur placements en 2016-2017 ainsi que par le transfert de responsabilités de la SODEC au ministère de la Culture et des Communications concernant certaines aides financières.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements sont de 19,1 M\$ en 2017-2018, soit 0,7 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique par les travaux de maintien du parc immobilier patrimonial.

Société de développement des entreprises culturelles

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	57 583,7	63 834,2
Autres revenus	11 031,1	11 803,8
Total des revenus	68 614,8	75 638,0
Total des dépenses	68 267,8	76 843,6
Surplus (déficit) de l'exercice	347,0	(1 205,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	(5 170,1)	(3 964,5)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(4 823,1)	(5 170,1)
Investissements		
Immobilisations	4 122,2	3 384,1
Prêts et placements	15 000,0	15 000,0
Total des investissements	19 122,2	18 384,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(25 148,1)	(23 935,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	(23 300,0)	(31 300,0)
Total	(48 448,1)	(55 235,6)

Société de la Place des Arts de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de la Place des Arts de Montréal a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement, les bars et les services qu'elle offre aux producteurs. L'organisme exploite également des espaces locatifs (bureaux, restaurants).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 31,4 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable aux revenus probables 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 36,7 M\$ en 2017-2018, soit 1,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue de la dépense d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 21,0 M\$ en 2017-2018, soit 2,7 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par la poursuite de projets d'investissements importants, dont la réfection de l'esplanade de la Place des Arts.

Société de la Place des Arts de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	12 273,2	13 589,0
Autres revenus	19 138,4	17 754,9
Total des revenus	31 411,6	31 343,9
Total des dépenses	36 703,3	34 958,8
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 291,7)	(3 614,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 426,7	8 041,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(865,0)	4 426,7
Investissements		
Immobilisations	21 000,6	18 341,9
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	21 000,6	18 341,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(125 657,3)	(113 352,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(125 657,3)	(113 352,6)

Société de télédiffusion du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de télédiffusion du Québec a pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle afin d'assurer, par tout mode de diffusion, l'accessibilité de ses produits au public. Ces activités ont particulièrement pour but de développer le goût du savoir, de favoriser l'acquisition de connaissances, de promouvoir la vie artistique et culturelle et de refléter les réalités régionales et la diversité de la société québécoise.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des revenus de publicité et de location d'antennes, de studios et de locaux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 75,8 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable aux revenus probables 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 77,2 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 8,6 M\$, soit 2,4 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par les acquisitions d'équipements prévues par l'organisme.

Société de télédiffusion du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	58 785,3	58 369,1
Autres revenus	17 059,7	16 962,7
Total des revenus	75 845,0	75 331,8
Total des dépenses	77 157,1	77 150,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 312,1)	(1 818,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	(19 571,6)	(17 753,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(20 883,7)	(19 571,6)
Investissements		
Immobilisations	8 636,5	6 261,5
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	8 636,5	6 261,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(57 797,8)	(55 847,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 050,0)	(200,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(2 750,0)	(2 750,0)
Total	(61 597,8)	(58 797,6)

Société du Grand Théâtre de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Grand Théâtre de Québec a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement et la production de spectacles.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 12,9 M\$ en 2017-2018, soit 0,7 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 12,9 M\$ en 2017-2018, soit 1,2 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 21,1 M\$ en 2017-2018, soit 8,0 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017. La variation s'explique principalement par le projet de réfection de l'enveloppe extérieure du bâtiment du Grand Théâtre de Québec.

Société du Grand Théâtre de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 248,6	7 263,7
Autres revenus	6 648,0	4 914,1
Total des revenus	12 896,6	12 177,8
Total des dépenses	12 920,0	11 731,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(23,4)	446,4
Surplus (déficit) cumulé au début	3 477,4	3 031,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 454,0	3 477,4
Investissements		
Immobilisations	21 083,0	13 071,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	21 083,0	13 071,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(46 225,0)	(13 238,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 725,0)	(16 650,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(47 950,0)	(29 888,0)

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société québécoise de récupération et de recyclage	47 660,0	46 516,4
Total	47 660,0	46 516,4

Société québécoise de récupération et de recyclage

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Soucieuse de faire du Québec un modèle de gestion novatrice et durable des matières résiduelles pour une société sans gaspillage, RECYC-QUÉBEC a pour mission de favoriser la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles. RECYC-QUÉBEC influence ainsi les modes de production et de consommation. Elle est l'organisme désigné pour coordonner les activités de mise en valeur prévues à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

La Société a pour objet de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. À ces fins, elle peut, notamment :

- Administrer tout système de consignment;
- Réaliser des travaux de recherche ou de développement et mettre au point ou implanter des technologies;
- Favoriser, par toute mesure technique ou financière appropriée, la création et le développement d'entreprises œuvrant dans la réduction, le réemploi, la récupération, le recyclage ou la valorisation;
- Promouvoir, développer et maintenir des marchés pour les contenants, emballages, matières ou produits récupérés et pour les produits issus du recyclage ou de la valorisation;
- Promouvoir, par des projets éducatifs appropriés, des mesures de conservation des ressources, de réduction, de réemploi, de récupération, de recyclage ou de valorisation;
- Administrer tout programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, dans un domaine connexe à ses objets, ou les assister dans l'élaboration de ces programmes.

De plus, la Société veille à promouvoir la mise en œuvre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, prise par le gouvernement en application de l'article 53.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2).

Les principales sources de revenus sont les droits environnementaux sur les pneus, la contribution du gouvernement du Québec, la consignment des contenants à remplissage unique et la contribution des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de RECYC-QUÉBEC pour 2017-2018 s'élèvent à 47,7 M\$ comparativement à des revenus de 44,5 M\$ prévus pour l'exercice 2016-2017. Cet écart s'explique principalement par la prévision à la hausse des droits perçus sur les pneus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de RECYC-QUÉBEC pour 2017-2018 s'élèvent à 46,5 M\$ comparativement à des dépenses de 43,8 M\$ prévues pour l'exercice 2016-2017. Cet écart de 2,7 M\$ s'explique principalement par l'augmentation des coûts relatifs à la récupération des pneus hors d'usage.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de RECYC-QUEBEC s'élèvent à 1,6 M\$ pour 2017-2018, correspondant à 1,0 M\$ en placements et à 0,6 M\$ pour les immobilisations qui seront principalement en continuité et en optimisation des activités ou des programmes actuels.

Société québécoise de récupération et de recyclage
Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	47 660,0	44 527,1
Total des revenus	47 660,0	44 527,1
Total des dépenses	46 516,4	43 827,5
Surplus (déficit) de l'exercice	1 143,6	699,6
Surplus (déficit) cumulé au début	57 015,9	56 316,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	58 159,5	57 015,9
Investissements		
Immobilisations	607,0	499,8
Prêts et placements	1 000,0	2 000,0
Total des investissements	1 607,0	2 499,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Économie, Science et Innovation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de recherche industrielle du Québec	32 006,1	31 789,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	58 767,5	58 767,5
Fonds de recherche du Québec - Santé	97 640,7	97 640,7
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	51 574,1	51 574,1
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	6 277,1	5 862,4
Total	246 265,5	245 633,7

Centre de recherche industrielle du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) a pour mission de contribuer à la compétitivité des secteurs industriels québécois et à la croissance des organismes en soutenant l'innovation, la productivité et les exportations. Le CRIQ a comme mandat d'être partenaire des entreprises et de l'État pour un Québec industriel innovateur, productif et compétitif.

Le CRIQ réalise des mandats dans plusieurs secteurs d'activité économique tels que l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'énergie, l'exploitation minière, les matériaux plastiques, les technologies de l'information, les produits du bois, le matériel de transport et la fabrication additive.

Le CRIQ offre une gamme d'essais, des tests spécialisés et permet l'accès à des équipements à la fine pointe de la technologie. Il réalise des projets de recherche et de développement qui sont en mesure d'améliorer la productivité, la compétitivité et l'efficacité industrielle des entreprises québécoises. Il offre également des services d'informations stratégiques en mesure d'améliorer l'intelligence d'affaires de ces entreprises. De plus, à titre de direction du CRIQ, le Bureau de la normalisation du Québec apporte des solutions aux besoins des organisations par l'élaboration de normes et de programmes de certification.

Les revenus du CRIQ proviennent en partie de la clientèle externe, telle que les entreprises, les organismes et certains ministères dans le cadre de projets spécifiques, et en partie d'une contribution du gouvernement du Québec qui permet de mettre en place un programme de recherche et d'innovation afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du tissu industriel québécois.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CRIQ s'établissent à 32,0 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,2 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017. La variation s'explique principalement par l'obtention d'un contrat majeur de près de 1,0 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CRIQ s'établissent à 31,8 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,6 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017. La variation s'explique essentiellement par une augmentation de la rémunération afin d'assurer la réalisation des projets planifiés en 2017-2018.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 7,3 M\$ pour l'exercice 2017-2018. La hausse de 6,3 M\$ par rapport à l'exercice 2016-2017 est attribuable principalement à l'implantation d'un laboratoire spécialisé de près de 5,0 M\$.

Centre de recherche industrielle du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	13 871,1	13 871,1
Autres revenus	18 135,0	16 900,0
Total des revenus	32 006,1	30 771,1
Total des dépenses	31 789,0	30 237,0
Surplus (déficit) de l'exercice	217,1	534,1
Surplus (déficit) cumulé au début	(15 863,9)	(16 398,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(15 646,8)	(15 863,9)
Investissements		
Immobilisations	7 277,0	952,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	7 277,0	952,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(15 389,0)	(12 838,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(15 389,0)	(12 838,0)

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies a pour mission de soutenir financièrement et de promouvoir la recherche universitaire et collégiale, la formation de personnel hautement qualifié, la diffusion de connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie, et ainsi contribuer au développement scientifique et à l'innovation, ainsi qu'à la prospérité économique et au développement durable du Québec.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de revenus s'établissent à 58,8 M\$, soit une baisse de 2,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une diminution des revenus liés aux ententes du Fonds avec ses partenaires.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de dépenses s'établissent à 58,8 M\$, soit une baisse de 2,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une diminution des dépenses attribuables aux ententes du Fonds avec ses partenaires.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2017-2018 de 0,4 M\$ permettront l'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	49 400,7	49 376,6
Autres revenus	9 366,8	12 016,7
Total des revenus	58 767,5	61 393,3
Total des dépenses	58 767,5	61 393,3
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	703,4	703,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	703,4	703,4
Investissements		
Immobilisations	365,0	424,5
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	365,0	424,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Santé est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1). Le Fonds de recherche du Québec - Santé a pour mission d'agir comme catalyseur de la recherche en santé au Québec :

- En planifiant, coordonnant et soutenant le développement de l'ensemble des secteurs de la recherche publique en santé humaine;
- En favorisant l'émergence de partenariats de recherche avec le secteur public, l'industrie et le milieu caritatif;
- En maximisant les retombées de la recherche sur la santé des citoyens, sur le développement économique et sur le rayonnement du Québec au Canada et au niveau international.

Les sources de revenus proviennent majoritairement du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Le Fonds de recherche du Québec - Santé a également des revenus du secteur privé et du milieu caritatif.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des revenus de 97,6 M\$ pour l'exercice 2017-2018, dont 77,6 M\$ provenant du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et 13,4 M\$ de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les autres revenus proviennent d'autres ministères, d'organismes publics, d'entreprises privées ou caritatives.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2017-2018, le Fonds prévoit des dépenses de 97,6 M\$, soit une baisse de 0,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses sont réparties dans différents programmes de formation de la relève, de soutien de carrière en recherche, de projets de recherche, de regroupements de chercheurs et de programmes en partenariats.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2017-2018 de 0,4 M\$ permettront l'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	77 647,1	77 647,1
Autres revenus	19 993,6	20 200,6
Total des revenus	97 640,7	97 847,7
Total des dépenses	97 640,7	97 847,7
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	473,0	473,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	473,0	473,0
Investissements		
Immobilisations	428,0	278,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	428,0	278,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture se consacre au développement du système de recherche et d'innovation québécois en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres. Pour ce faire, le Fonds soutient financièrement la recherche et la formation des chercheurs dans ces secteurs en plus de favoriser la diffusion et le transfert des connaissances. Il établit aussi les partenariats nécessaires à l'avancement des connaissances scientifiques portant sur des problématiques sociétales.

Les divers programmes de bourses et de subventions s'adressent à quelque 4 500 professeurs-chercheurs et professeurs-chercheurs-créeurs, à près de 17 000 étudiants à la maîtrise et au doctorat et de stagiaires postdoctoraux qui œuvrent dans les grands domaines de recherche couverts par le Fonds. Bon an mal an, près de 1 300 étudiants des 2^e et 3^e cycles et chercheurs postdoctorants reçoivent une aide financière par l'entremise des bourses d'excellence et de perfectionnement. Le Fonds se positionne également au service des milieux de pratique, d'intervention et de décision qui manifestent des besoins en recherche, en favorisant le maillage avec la communauté des chercheurs.

Le Fonds s'acquitte de sa mission grâce à un partenariat actif avec, d'une part, les universités et les administrateurs de la recherche et, d'autre part, les professeurs-chercheurs qui participent aux comités d'évaluation des demandes d'aide financière soumises au Fonds.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de revenus sont de 51,6 M\$, soit une baisse de 0,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une diminution des revenus liés aux ententes du Fonds avec ses partenaires.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2017-2018, le Fonds prévoit des dépenses de 51,6 M\$, soit une baisse de 0,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une diminution des dépenses relatives aux ententes du Fonds avec ses partenaires.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice 2017-2018 de 0,3 M\$ permettront l'harmonisation des systèmes administratifs des trois Fonds de recherche du Québec.

Fonds de recherche du Québec - Société et culture
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	47 474,1	47 454,6
Autres revenus	4 100,0	4 806,1
Total des revenus	51 574,1	52 260,7
Total des dépenses	51 574,1	52 260,7
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	884,9	884,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	884,9	884,9
Investissements		
Immobilisations	290,0	279,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	290,0	279,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire. La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et à l'exploitation d'entreprises de grande envergure.

Ses principales sources de revenus sont les revenus portuaires, le service d'eau industrielle, le remboursement, par la Ville de Bécancour, de certains frais d'entretien, les locations d'immeubles et les ventes de terrains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 6,3 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,0 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017. La variation s'explique en grande partie par une vente de terrain prévue initialement au cours de l'exercice 2016-2017, mais reportée à l'exercice 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 5,9 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit un montant comparable aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,0 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 0,4 M\$ de plus que les investissements probables de l'exercice 2016-2017. Ce montant servira notamment à effectuer des réparations majeures aux infrastructures (incluant le port) et à effectuer des travaux de dragage.

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	6 277,1	5 319,2
Total des revenus	6 277,1	5 319,2
Total des dépenses	5 862,4	5 818,6
Surplus (déficit) de l'exercice	414,7	(499,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	12 576,9	13 076,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	12 991,6	12 576,9
Investissements		
Immobilisations	2 000,0	1 607,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	2 000,0	1 607,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(16 944,6)	(16 960,1)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(16 944,6)	(16 960,1)

Éducation et Enseignement supérieur

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	37 072,0	38 252,2
Institut national des mines	981,0	1 117,1
Total	38 053,0	39 369,3

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) a pour objet de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, comprenant des activités de perfectionnement et de recyclage, de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

L'Institut réalise ses mandats conformément aux dispositions contenues dans sa loi constitutive. À titre de centre d'excellence en matière d'enseignement spécialisé en tourisme, en hôtellerie et en restauration, l'ITHQ mise sur une approche pédagogique distinctive, des activités de recherche appliquées ainsi qu'une collaboration soutenue avec l'industrie, dans le but de former une relève d'avant-garde et les leaders de demain.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. L'ITHQ a également des revenus autonomes provenant de l'hébergement commercial, du service de restauration ainsi que des formations spécialisées. Il peut également compter sur le soutien de sa fondation pour l'octroi de bourses aux étudiants et pour la réalisation de projets particuliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de revenus s'établissent à 37,1 M\$, dont 27,5 M\$ provenant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et 9,6 M\$ provenant de revenus autonomes, soit une hausse de 1,1 M\$.

LES DÉPENSES

Pour 2017-2018, les prévisions de dépenses s'établissent à 38,3 M\$, soit une augmentation de 1,3 M\$ par rapport aux dépenses probables 2016-2017, notamment attribuable à la hausse de la masse salariale et du budget de fonctionnement.

LES INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions d'investissements s'établissent à 2,4 M\$, soit une diminution de 0,3 M\$ par rapport aux investissements 2016-2017.

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	27 507,8	26 841,8
Autres revenus	9 564,2	9 104,5
Total des revenus	37 072,0	35 946,3
Total des dépenses	38 252,2	36 986,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 180,2)	(1 040,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	(23 101,7)	(22 061,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(24 281,9)	(23 101,7)
Investissements		
Immobilisations	2 222,7	1 957,8
Prêts et placements	138,0	744,4
Total des investissements	2 360,7	2 702,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(48 830,4)	(51 052,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(48 830,4)	(51 052,4)

Institut national des mines

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national des mines a pour objectif de conseiller le gouvernement du Québec dans la mise en œuvre d'une offre de formation d'avant-garde contribuant au développement du plein potentiel du secteur minier.

Les revenus proviennent presque exclusivement d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Institut national des mines s'établissent à près de 1,0 M\$ en 2017-2018, soit un niveau comparable à ceux de 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Institut national des mines s'établissent à 1,1 M\$ en 2017-2018, soit une diminution de 0,1 M\$ par rapport à celles de 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la diminution des dépenses de fonctionnement, notamment des services professionnels.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus en 2017-2018 sont à un niveau comparable à ceux de 2016-2017 et sont principalement constitués d'améliorations locatives.

Institut national des mines

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	970,0	970,0
Autres revenus	11,0	21,8
Total des revenus	981,0	991,8
Total des dépenses	1 117,1	1 216,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(136,1)	(225,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	396,1	621,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	260,0	396,1
Investissements		
Immobilisations	71,5	63,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	71,5	63,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Énergie et Ressources naturelles

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie de l'énergie	15 693,8	16 009,2
Société de développement de la Baie-James	31 366,0	31 921,3
Société du Plan Nord	71 880,6	71 865,2
Transition énergétique Québec	213 603,2	214 995,4
Total	332 543,6	334 791,1

Régie de l'énergie

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'énergie est un tribunal de régulation économique qui a pour mission d'assurer la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

Le Chapitre 35 des lois de 2016, concernant la mise en œuvre de la politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives, tel que sanctionné le 10 décembre 2016, accorde de nouvelles responsabilités à la Régie.

Le financement provient principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité ainsi que des distributeurs d'électricité, de gaz naturel et de produits pétroliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie de l'énergie s'établissent à 15,7 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 0,9 M\$ de plus que les revenus de l'exercice 2016-2017. Cette variation s'explique par une augmentation de l'apport des redevances annuelles dont le calcul tient compte de l'excédent cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice financier précédent.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie de l'énergie s'établissent à 16,0 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,1 M\$ de plus qu'en 2016-2017. Ces dépenses incluent celles reliées aux nouvelles responsabilités accordées à la Régie à la suite de l'adoption du Chapitre 35 des lois de 2016 concernant la mise en œuvre de la politique énergétique 2030.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit une augmentation de 0,6 M\$ par rapport à l'exercice 2016-2017. Cette augmentation s'explique notamment par le développement d'applications informatiques en vue de se conformer aux standards sur l'accessibilité du Web.

Régie de l'énergie

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	15 693,8	14 802,6
Total des revenus	15 693,8	14 802,6
Total des dépenses	16 009,2	14 912,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(315,4)	(110,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 368,6	1 478,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 053,2	1 368,6
Investissements		
Immobilisations	753,7	129,1
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	753,7	129,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société de développement de la Baie-James

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement de la Baie-James a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire de la région de la Baie-James. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Le financement provient de la tarification perçue pour les biens et services offerts aux clientèles, notamment la gestion d'infrastructures de transport, les ventes du relais routier (carburant, hébergement et restauration), les revenus de location ainsi que des revenus de placements.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de revenus s'établissent à 31,4 M\$, un montant comparable à celui de l'exercice précédent.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2017-2018, les prévisions de dépenses s'établissent à 31,9 M\$, soit une augmentation de 1,9 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement expliquée par la dépense d'amortissement du projet de réfection de la route de la Baie-James.

LES INVESTISSEMENTS

La variation des investissements de 66,4 M\$ s'explique principalement par le budget prévu dans le cadre du projet de réfection de la route de la Baie-James pour l'exercice 2017-2018 et par des investissements visant le développement économique auprès d'entreprises du territoire de la Baie-James.

Société de développement de la Baie-James

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	31 366,0	31 437,0
Total des revenus	31 366,0	31 437,0
Total des dépenses	31 921,3	29 989,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(555,3)	1 448,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(38 042,9)	(39 490,9)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(38 598,2)	(38 042,9)
Investissements		
Immobilisations	68 406,8	12 031,6
Prêts et placements	12 000,0	2 000,0
Total des investissements	80 406,8	14 031,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(83 600,0)	(14 000,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(83 600,0)	(14 000,0)

Société du Plan Nord

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Plan Nord, créée par la Loi sur la Société du Plan Nord (RLRQ, chapitre S-16.11), est entrée en fonction le 1^{er} avril 2015. Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire du Plan Nord, en conformité avec les orientations définies par le gouvernement relativement au Plan Nord et en concertation avec les représentants des régions et des nations autochtones concernées ainsi que du secteur privé.

Les activités qu'elle réalise ont trait, notamment, à la réalisation d'infrastructures, à l'appui aux communautés locales et autochtones dans leurs projets de développement communautaires, sociaux et économiques, à la réalisation d'activités de recherche et de développement, à la mise en place de mécanismes assurant la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité ainsi qu'à la maximisation des retombées économiques générées par la mise en valeur des ressources naturelles du Plan Nord.

Le financement provient des contributions qu'elle reçoit, des droits qu'elle perçoit et des sommes provenant du Fonds du Plan Nord qui sont mises à sa disposition.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société du Plan Nord s'établissent à 71,9 M\$, ce qui représente une diminution de 139,4 M\$ en comparaison de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une hausse exceptionnelle des revenus du Fonds du Plan Nord au cours de l'exercice 2016-2017, correspondant à une subvention additionnelle d'un montant de 39,5 M\$ pour la réalisation de projets prioritaires pour le gouvernement ainsi qu'au versement d'un montant de 100,3 M\$ pour une prise de participation dans la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire s.e.c.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société du Plan Nord s'établissent à 71,9 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit une diminution de 39,2 M\$. Cette variation s'explique essentiellement par la non récurrence de la subvention additionnelle accordée pour l'exercice 2016-2017 pour la réalisation de projets prioritaires.

LES INVESTISSEMENTS

La diminution des investissements de 100,2 M\$ s'explique par une prise de participation dans la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire s.e.c. qui s'est concrétisée lors de l'exercice 2016-2017.

Société du Plan Nord

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	71 880,6	211 308,4
Total des revenus	71 880,6	211 308,4
Total des dépenses	71 865,2	111 054,7
Surplus (déficit) de l'exercice	15,4	100 253,7
Surplus (déficit) cumulé au début	100 604,1	350,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	100 619,5	100 604,1
Investissements		
Immobilisations	10,0	-
Prêts et placements	-	100 250,0
Total des investissements	10,0	100 250,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Transition énergétique Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Transition énergétique Québec (TEQ) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée le 1^{er} avril 2017. Elle a pour mission de soutenir, de stimuler et de promouvoir la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques et d'en assurer une gouvernance intégrée. Elle coordonne la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et des mesures nécessaires à l'atteinte des cibles en matière énergétique déterminées par le gouvernement et en assure le suivi.

Dans le cadre de sa mission, elle élabore le plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques dans une perspective de développement économique responsable et durable.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus de TEQ proviennent principalement des sommes du Fonds vert mises à sa disposition en vertu d'une entente conclue conformément à l'article 15.4.3 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ, chapitre M-30.001), de la quote-part annuelle versée par les distributeurs d'énergie et des sommes provenant du Fonds de transition énergétique mises à sa disposition.

LES DÉPENSES

La plus grande partie des dépenses est constituée d'aides financières versées à l'intérieur des programmes et des actions visant l'efficacité et l'innovation énergétiques de même que la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les autres dépenses comprennent les coûts de main-d'œuvre et de fonctionnement qui y sont associés.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,0 M\$ pour l'exercice 2017-2018. Ce montant comprend le transfert de développements informatiques provenant du volet Efficacité et innovation énergétiques du Fonds des ressources naturelles pour 0,7 M\$.

Transition énergétique Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	213 603,2	-
Total des revenus	213 603,2	-
Total des dépenses	214 995,4	-
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 392,2)	-
Surplus (déficit) cumulé au début	- ¹	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements		
Immobilisations	952,8	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	952,8	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	744,1	-
Total	744,1	-

¹ Incluant un transfert de 1,4 M\$ du surplus cumulé du Fonds des ressources naturelles au bénéfice de Transition énergétique Québec.

Finances

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence du revenu du Québec	1 175 137,0	1 175 137,0
Autorité des marchés financiers	167 594,6	140 994,0
Financement-Québec	329 071,8	300 410,5
Institut de la statistique du Québec	27 402,9	27 402,9
Société de financement des infrastructures locales du Québec	666 416,3	683 315,2
Total	2 365 622,6	2 327 259,6

Agence du revenu du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Revenu Québec a la charge :

- D'assurer la perception des impôts et des taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- D'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- D'administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement;
- D'assurer l'administration provisoire des biens non réclamés et leur liquidation pour en verser la valeur aux ayants droit ou, à défaut, au ministre des Finances;
- De recommander au gouvernement des modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

Cette mission est fondamentale pour le gouvernement. Elle est la source du financement de son fonctionnement et de celui de la majorité des services publics. Elle permet aussi à certains citoyens de pouvoir compter sur les interventions de Revenu Québec pour avoir accès rapidement aux montants auxquels ils ont droit.

Les sources de revenus de Revenu Québec sont :

- Les contributions du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF);
- La tarification de services au gouvernement du Canada;
- Les tarifications fiscale et alimentaire;
- La tarification de services à des ministères et organismes provinciaux;
- Les honoraires pour l'administration des biens non réclamés;
- Les contributions du gouvernement du Canada.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le total des revenus du budget 2017-2018 s'établit à 1 175,1 M\$, soit 80,6 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des revenus provenant du FRAF. Par ailleurs, Revenu Québec prévoit utiliser 42,1 M\$ de son excédent cumulé pour financer ses activités en 2016-2017 et un retour à l'équilibre budgétaire en 2017-2018.

LES DÉPENSES

Le total des dépenses du budget 2017-2018 s'établit à 1 175,1 M\$, soit 38,5 M\$ de plus que la dépense probable en 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la continuité du plan d'action pour répondre au Protecteur du citoyen et par la croissance de la masse salariale .

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements en ressources informationnelles prévues sont de 90,0 M\$ en 2017-2018. Pour leur part, les investissements en immobilisations tangibles sont évaluées à 15,2 M\$.

Agence du revenu du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	1 175 137,0	1 094 536,2
Total des revenus	1 175 137,0	1 094 536,2
Total des dépenses	1 175 137,0	1 136 673,7
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(42 137,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	96 974,8	139 112,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	96 974,8	96 974,8
Investissements		
Immobilisations	105 170,5	112 115,3
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	105 170,5	112 115,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(231 324,9)	(211 712,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	5 000,0	5 000,0
Total	(226 324,9)	(206 712,8)

Autorité des marchés financiers

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Instituée par la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2), le 1^{er} février 2004, l'Autorité des marchés financiers (AMF) se distingue par un encadrement intégré du secteur financier québécois, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des institutions de dépôt à l'exception des banques et de la distribution de produits et services financiers.

Elle a aussi le mandat d'encadrer les entreprises de services monétaires et de délivrer les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics ainsi que les autorisations pour les administrateurs de régimes volontaires d'épargne-retraite.

La mission de l'AMF vise à :

- Assister les consommateurs de produits financiers et les utilisateurs de services financiers, faciliter le traitement des plaintes et mettre en place des programmes d'éducation;
- Assurer le respect des normes de solvabilité applicables aux institutions financières et autres intervenants du secteur financier;
- Encadrer la distribution des produits et services financiers;
- Encadrer les activités de bourse et de compensation ainsi que l'encadrement des marchés de valeurs mobilières;
- Assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés;
- Voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et d'utilisateurs de services financiers et administrer le fonds d'indemnisation prévu à la loi.

Les revenus de l'AMF proviennent essentiellement du paiement de droits, de cotisations, de primes, d'intérêts sur placements, de sanctions administratives et amendes et de contributions du gouvernement du Québec (lutte à l'évasion fiscale et administration du registre des entreprises autorisées).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions 2017-2018 de revenus de l'AMF s'établissent à 167,6 M\$, soit 6,3 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus de droits et de cotisations de 5,2 M\$ et une augmentation des revenus d'intérêts sur placements de 0,5 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions 2017-2018 de dépenses de l'AMF s'établissent à 141,0 M\$, soit 12,2 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses de rémunération de 9,5 M\$ reliée à la progression salariale et à l'ajout d'effectifs pour répondre aux nouvelles exigences des tribunaux suite à la stratégie d'action visant à réduire les délais en matière criminelle et pénale et pour répondre à des initiatives afin de réaliser le plan stratégique 2017-2020. Une augmentation de 2,2 M\$ des frais de services professionnels s'explique suite à la révision de la planification qui amène le déplacement de certains projets.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions 2017-2018 d'investissements de l'AMF s'établissent à 32,3 M\$, dont 19,7 M\$ en placements. Les investissements en immobilisations sont principalement composés de projets de développement de systèmes informatiques.

Autorité des marchés financiers

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	167 594,6	161 258,3
Total des revenus	167 594,6	161 258,3
Total des dépenses	140 994,0	128 815,8
Surplus (déficit) de l'exercice	26 600,6	32 442,5
Surplus (déficit) cumulé au début	804 205,2	771 762,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	830 805,8	804 205,2
Investissements		
Immobilisations	12 590,0	8 922,0
Prêts et placements	19 703,0	29 456,4
Total des investissements	32 293,0	38 378,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Financement-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Financement-Québec (la Société) a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (RLRQ, chapitre F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux engagés sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

Les titres de créance émis par la Société sont garantis par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société pour l'exercice financier 2017-2018 sont de 329,1 M\$, soit une diminution de 66,9 M\$ par rapport à ceux prévus pour l'exercice financier 2016-2017. Cette variation s'explique essentiellement par la diminution de l'encours des prêts à court et à long terme.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société pour l'exercice financier 2017-2018 sont de 300,4 M\$, soit 69,0 M\$ de moins que celles prévues pour l'exercice financier 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la diminution de l'encours des emprunts à court et à long terme.

Les revenus, nets des dépenses, pour l'exercice financier 2017-2018 s'élèvent à 28,7 M\$, soit 2,1 M\$ de plus que le résultat prévu pour l'exercice financier 2016-2017. Cette augmentation découle principalement de l'amélioration de la marge nette d'intérêts.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 1 067,2 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018.

Financement-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	329 071,8	395 994,7
Total des revenus	329 071,8	395 994,7
Total des dépenses	300 410,5	369 429,4
Surplus (déficit) de l'exercice	28 661,3	26 565,3
Surplus (déficit) cumulé au début	598 658,0	558 523,0
Variation de la valeur marchande des produits dérivés	(16 925,7)	13 569,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	610 393,6	598 658,0
Investissements		
Immobilisations	-	-
Prêts et placements	1 067 182,6	850 489,2
Total des investissements	1 067 182,6	850 489,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(35 762,5)	(41 602,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(9 026 080,0)	(10 979 260,8)
Solde des avances au (du) fonds général	(824 917,3)	(856 174,6)
Total	(9 886 759,8)	(11 877 037,6)

Institut de la statistique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Le rôle de l'Institut s'articule autour de deux grandes fonctions, soit celle de statisticien en chef et celle de coordonnateur de la statistique publique pour le Québec.

À titre de statisticien en chef, responsable des statistiques pour le Québec, l'Institut établit un programme statistique public « de base ». Les informations statistiques sont produites sur une base provinciale, régionale ou locale et touchent divers aspects de la société québécoise tels que la santé, la démographie, la culture et les communications, l'économie, le travail et la rémunération. L'Institut établit et tient à jour le bilan démographique du Québec. Il assure également le suivi et la diffusion des indicateurs de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

À titre de coordonnateur de la statistique publique, l'Institut est le responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. Ainsi, il répond à des mandats confiés par des ministères et organismes pour lesquels il recueille, produit, analyse et diffuse des informations statistiques fiables et objectives.

L'Institut agit aussi à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada.

L'Institut sert des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées et des organisations des milieux syndical, patronal et associatif. L'administration publique québécoise constitue toutefois un partenaire de premier plan.

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par les travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'exercice 2017-2018 s'établissent à 27,4 M\$, soit 0,6 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus provenant des organismes non-apparentés avec le gouvernement.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017-2018 s'établissent à 27,4 M\$, soit une augmentation de 2,1 % par rapport aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017. Cette augmentation des dépenses est nécessaire pour réaliser les projets planifiés en 2017-2018 qui apporteront des revenus supplémentaires à l'Institut.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'exercice 2017-2018 s'établissent à 0,5 M\$, ce qui représente une légère hausse par rapport au niveau des investissements probables 2016-2017.

Institut de la statistique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	12 588,1	12 411,4
Autres revenus	14 814,8	14 430,7
Total des revenus	27 402,9	26 842,1
Total des dépenses	27 402,9	26 842,1
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	(4 676,1)	(4 676,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(4 676,1)	(4 676,1)
Investissements		
Immobilisations	475,0	402,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	475,0	402,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société de financement des infrastructures locales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004.

La SOFIL a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la SOFIL proviennent de trois sources, à savoir, les transferts du gouvernement fédéral, les recettes du droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteur de forte cylindrée et les revenus d'intérêts.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice financier 2017-2018, la SOFIL prévoit des revenus de 666,4 M\$, soit 37,4 M\$ de moins que les revenus probables de l'exercice 2016-2017. Cette baisse des revenus est principalement attribuable à une diminution des transferts du gouvernement fédéral. Ces transferts proviennent du Fonds de la taxe sur l'essence et sont comptabilisés dans les revenus selon l'avancement des projets d'infrastructures subventionnés par la SOFIL. Ainsi, pour l'exercice 2017-2018, la SOFIL anticipe une légère diminution du niveau de réalisation des projets d'infrastructures locales.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2017-2018, la SOFIL anticipe des dépenses de 683,3 M\$, soit 31,0 M\$ de moins que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017. La SOFIL anticipe pour cet exercice une légère diminution de la réalisation de projets d'infrastructures locales bénéficiant d'une aide financière de la Société.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu par la SOFIL aux exercices financiers 2016-2017 et 2017-2018.

Société de financement des infrastructures locales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	666 416,3	703 767,2
Total des revenus	666 416,3	703 767,2
Total des dépenses	683 315,2	714 339,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(16 898,9)	(10 572,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	167 628,5	178 201,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	150 729,6	167 628,5
Investissements		
Immobilisations	-	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Forêts, Faune et Parcs

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Fondation de la faune du Québec	6 458,2	6 445,8
Société des établissements de plein air du Québec	136 443,0	135 778,0
Total	142 901,2	142 223,8

Fondation de la faune du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Fondation de la faune du Québec a pour fonction de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats.

Le financement provient principalement des contributions versées par tous les détenteurs de permis de pêche sportive, de chasse ou de piégeage ainsi que par des dons de particuliers ou d'entreprises, de contributions de ministères, municipalités ou organismes partenaires et de collectes de fonds.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Fondation de la faune du Québec s'établissent à 6,5 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit un niveau comparable aux revenus probables de l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Fondation de la faune du Québec s'établissent à 6,4 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit un niveau comparable aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements pour l'exercice 2017-2018 concerne certaines activités d'actualisation d'outils de collectes de fonds et d'outils de communications.

Fondation de la faune du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	350,0	494,1
Autres revenus	6 108,2	5 676,0
Total des revenus	6 458,2	6 170,1
Total des dépenses	6 445,8	6 409,4
Surplus (déficit) de l'exercice	12,4	(239,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 092,9	6 332,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 105,3	6 092,9
Investissements		
Immobilisations	36,9	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	36,9	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société des établissements de plein air du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) est une société d'État en activité depuis le 20 mars 1985, date d'entrée en vigueur de sa loi constitutive. Elle est un organisme à vocation commerciale et le ministre des Finances en est l'actionnaire unique. Elle est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres nommés par le gouvernement. Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est responsable de l'application de sa loi constitutive.

La Sépaq a pour mission de rendre accessibles, de développer et d'assurer la pérennité du territoire, des sites touristiques et des actifs qui lui sont confiés en tenant compte des dimensions publique, environnementale, sociale et économique.

La Sépaq assume la gestion et la mise en valeur des territoires et des établissements que lui confie le gouvernement du Québec. Par le biais de ses 23 parcs nationaux, auxquels s'ajoute le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, de ses 16 réserves fauniques, de celle de Sépaq Anticosti ainsi que de ses 8 autres établissements, la Sépaq offre une panoplie d'activités et de services sachant répondre à l'ensemble des attentes de sa clientèle diversifiée, chaque établissement possédant ses attraits particuliers.

La Sépaq, par la nature même de ses activités, est fortement présente dans les régions du Québec. Elle met à la disposition de ses clientèles des territoires immenses et contrastés et offre des activités et services touristiques diversifiés. Elle gère près de 80 000 km² de territoires naturels par le biais de ses établissements répartis dans 16 régions administratives du Québec et 18 régions touristiques. La Sépaq emploie annuellement, en haute saison, plus de 3 110 personnes, dont 95 % à l'extérieur des grands centres urbains. Elle a reçu au cours de l'année 2015-2016 plus de 6,8 millions de jours visite. Elle offre à ses visiteurs plus de 700 chalets, 7 200 sites de camping et 13 000 lacs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus financés par le portefeuille ministériel sont composés des subventions relatives au service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq ainsi que des sommes prévues pour la Société des parcs de sciences naturelles du Québec. Ces revenus ont été établis en fonction du remboursement prévu dans les cédules de dettes relatives aux investissements subventionnés.

Les autres revenus sont composés des revenus commerciaux de la Sépaq et ont été établis, pour l'exercice 2017-2018, en fonction de l'indexation des tarifs ainsi que de l'achalandage prévu dans les établissements.

La hausse des revenus de 1,2 M\$ pour l'exercice 2017-2018 s'explique principalement par un achalandage accru, prévu dans les établissements.

LES DÉPENSES

Les dépenses sont composées des montants requis pour les opérations commerciales de la Sépaq, pour la mission mandataire qui lui est confiée, ainsi que pour les intérêts sur le service de dette. Les prévisions pour l'exercice 2017-2018 ont été établies en fonction du volume prévu d'opérations commerciales et de la mission mandataire, ainsi qu'en fonction des cédules de dettes pour les intérêts.

L'augmentation des dépenses de 3,6 M\$, soit 2,7 %, s'explique principalement par la hausse d'achalandage anticipée dans les établissements et par l'indexation des différents postes budgétaires.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements de la Sépaq sont composés des immobilisations réalisées dans le cadre de divers financements subventionnés, des projets à rendement financier réalisés avec une prise en participation du ministère des Finances, ainsi que des projets de maintien de ses actifs réalisés à même ses liquidités. La réalisation des investissements est tributaire notamment des conditions météorologiques et des autorisations de conformité diverses devant être obtenues.

Les investissements prévus pour l'exercice 2017-2018 augmentent de 20,9 M\$, en lien avec le Plan québécois des infrastructures. Cette hausse s'explique par l'ajout de projets annoncés, lors du Discours sur le budget 2016-2017, pour la stratégie hivernale, pour la stratégie de nature et d'aventure et pour la pérennité des actifs confiés à la Sépaq.

Société des établissements de plein air du Québec
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	30 571,1	31 076,8
Autres revenus	105 871,9	104 139,0
Total des revenus	136 443,0	135 215,8
Total des dépenses	135 778,0	132 187,0
Surplus (déficit) de l'exercice	665,0	3 028,8
Surplus (déficit) cumulé au début	59 368,8	56 340,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	60 033,8	59 368,8
Investissements		
Immobilisations	61 948,0	41 029,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	61 948,0	41 029,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(187 145,0)	(139 509,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(187 145,0)	(139 509,0)

Justice

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission des services juridiques	180 246,0	182 770,9
Fonds d'aide aux actions collectives	1 800,0	4 401,0
Office des professions du Québec	10 493,0	11 039,0
Société québécoise d'information juridique	15 059,8	14 786,8
Total	207 598,8	212 997,7

Commission des services juridiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission des services juridiques (CSJ) est l'organisme chargé d'appliquer la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, chapitre A-14). Elle veille à ce que l'aide juridique soit fournie de façon cohérente et uniforme sur l'ensemble du territoire québécois par les centres régionaux aux personnes financièrement admissibles tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources.

De plus, depuis 2010, par l'ajout du chapitre III de la Loi, elle fournit certains autres services juridiques, notamment lorsque le droit aux services d'un avocat rémunéré par l'État a été reconnu par une ordonnance judiciaire.

Plus récemment, la Loi favorisant l'accès à la justice en instituant le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (RLRQ, chapitre A-2.02), sanctionnée le 15 juin 2012, a créé deux nouveaux services offerts et disponibles à toute la population du Québec.

Le Service d'aide à l'homologation (SAH) a été ajouté au panier de services offerts dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques depuis le 10 octobre 2013.

Depuis le 1^{er} avril 2014, la CSJ a le mandat de gérer le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 180,2 M\$ en 2017-2018, soit 0,9 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 182,8 M\$ en 2017-2018, soit 12,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017. Cette augmentation s'explique principalement par les impacts anticipés à la CSJ de la stratégie d'action visant à réduire les délais en matière criminelle et pénale.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à près de 1,5 M\$ pour 2017-2018, soit le même niveau que les investissements probables de 2016-2017. Ces investissements permettent entre autres de maintenir à niveau le parc informatique du réseau d'aide juridique.

Commission des services juridiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	177 746,0	176 852,6
Autres revenus	2 500,0	2 500,0
Total des revenus	180 246,0	179 352,6
Total des dépenses	182 770,9	170 091,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 524,9)	9 261,4
Surplus (déficit) cumulé au début	46 589,4	37 328,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	44 064,5	46 589,4
Investissements		
Immobilisations	1 520,0	1 520,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	1 520,0	1 520,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(600,0)	(664,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(600,0)	(664,6)

Fonds d'aide aux actions collectives

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds d'aide aux actions collectives (Fonds) a pour mandat d'assurer le financement des actions collectives en première instance et en appel, devant la Cour d'appel du Québec ou la Cour suprême du Canada, ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces actions.

Les revenus du Fonds proviennent des revenus de subrogations, de reliquats et des intérêts de placements perçus en application du Code de procédure civile du Québec (RLRQ, chapitre C-25.01).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du Fonds s'établissent à 1,8 M\$ en 2017-2018. Les revenus de subrogations et de reliquats sont en baisse de 0,3 M\$ par rapport aux revenus probables de 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du Fonds s'établissent à 4,4 M\$ en 2017-2018. Les dépenses demeurent sensiblement les mêmes que les dépenses probables de 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2017-2018 et aucun investissement n'a été effectué en 2016-2017.

Fonds d'aide aux actions collectives

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	1 800,0	2 070,0
Total des revenus	1 800,0	2 070,0
Total des dépenses	4 401,0	4 345,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 601,0)	(2 275,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	10 709,4	12 985,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 108,4	10 709,4
Investissements		
Immobilisations	-	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office des professions du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office des professions du Québec est un organisme autonome et extrabudgétaire qui relève de la ministre de la Justice, laquelle, par décret, est la ministre responsable de l'application des lois professionnelles. L'Office veille à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public de façon à ce que les professions s'exercent et se développent en offrant au public des garanties de compétence et d'intégrité.

Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 10,5 M\$ en 2017-2018, soit 0,5 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017.

Cette variation s'explique essentiellement par la hausse du taux de contribution des membres des ordres professionnels qui passe de 26,35 \$ en 2016-2017 à 27,00 \$ en 2017-2018.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 11,0 M\$ en 2017-2018, soit 0,2 M\$ de moins que la dépense probable 2016-2017.

Cette variation résulte essentiellement de la mise en opération, en juillet 2015, du Bureau des présidents des conseils de discipline tel que prévu à la Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire (L.Q. 2013, chapitre 12), qui entraîne en conséquence une diminution des honoraires des anciens présidents des conseils de discipline qui terminent ou ferment les causes dont ils avaient la charge.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Office s'établissent à 0,1 M\$ en 2017-2018, soit un niveau identique à l'année précédente.

Office des professions du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	10 493,0	10 030,9
Total des revenus	10 493,0	10 030,9
Total des dépenses	11 039,0	11 206,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(546,0)	(1 175,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	546,0	1 721,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	546,0
Investissements		
Immobilisations	100,0	100,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	100,0	100,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société québécoise d'information juridique

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) a pour mission d'analyser, d'organiser, d'enrichir et de diffuser le droit au Québec, ce qui permet d'accompagner les professionnels dans leurs recherches de solutions ainsi que l'ensemble de la population dans sa compréhension du droit.

Les revenus annuels de la SOQUIJ proviennent principalement des consultations d'informations juridiques incluant des résumés et textes intégraux de jugements, des plumitifs et des doctrines qui sont accessibles par le biais de son site de recherche juridique. Des revenus sont aussi attribuables à la vente de publications et de bulletins électroniques ainsi qu'aux services, en lien avec le droit, offerts à différentes organisations.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus pour l'exercice 2017-2018 s'établissent à 15,1 M\$ et représentent une hausse de 0,5 M\$ comparativement aux revenus probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la hausse annuelle des tarifs.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017-2018 s'établissent à 14,8 M\$, soit une hausse de 0,6 M\$ comparativement aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017. Cette hausse est notamment attribuable à la rémunération du personnel et à l'augmentation des honoraires professionnels.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements en immobilisations pour l'exercice 2017-2018 s'élèvent à 0,6 M\$, soit une augmentation d'environ 0,3 M\$ comparativement à l'exercice 2016-2017. Pour 2017-2018, des investissements sont prévus pour la mise à jour de logiciels.

Société québécoise d'information juridique

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	15 059,8	14 581,6
Total des revenus	15 059,8	14 581,6
Total des dépenses	14 786,8	14 184,5
Surplus (déficit) de l'exercice	273,0	397,1
Surplus (déficit) cumulé au début	2 334,5	1 937,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 607,5	2 334,5
Investissements		
Immobilisations	603,9	293,3
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	603,9	293,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Relations internationales et Francophonie

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1 987,0	1 927,4
Office Québec-Monde pour la jeunesse	7 997,3	7 922,0
Total	9 984,3	9 849,4

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, en vue de favoriser la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, il est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés des pays des Amériques, en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopération accessibles aux jeunes de tous les milieux. Ces programmes ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

Il peut également accorder son soutien financier ou technique à la conception et à la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQAJ s'établissent à 2,0 M\$ en 2017-2018, soit 0,2 M\$ de moins que les revenus probables de l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQAJ s'établissent à 1,9 M\$ en 2017-2018, soit 0,2 M\$ de moins que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun montant n'est prévu pour les investissements.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 167,3	1 415,3
Autres revenus	819,7	819,7
Total des revenus	1 987,0	2 235,0
Total des dépenses	1 927,4	2 146,9
Surplus (déficit) de l'exercice	59,6	88,1
Surplus (déficit) cumulé au début	816,3	728,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	875,9	816,3
Investissements		
Immobilisations	-	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office Québec-Monde pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que la ministre lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse ou l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, l'OQMJ est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés de ces territoires et de ces pays en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopérations accessibles aux jeunes de tous les milieux. Les programmes d'échanges et de coopérations ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

L'OQMJ peut également apporter son soutien financier ou technique à la conception et la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQMJ s'établissent à 8,0 M\$ en 2017-2018, en hausse de 0,6 M\$ par rapport aux revenus probables de l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQMJ s'établissent à 7,9 M\$ en 2017-2018 en hausse de 0,5 M\$ par rapport aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 55 000 \$, soit le même niveau que les investissements probables de l'exercice 2016-2017.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	927,3	1 082,0
Autres revenus	7 070,0	6 323,3
Total des revenus	7 997,3	7 405,3
Total des dépenses	7 922,0	7 466,9
Surplus (déficit) de l'exercice	75,3	(61,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 098,6	1 160,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 173,9	1 098,6
Investissements		
Immobilisations	55,0	55,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	55,0	55,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(201,7)	(246,3)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(201,7)	(246,3)

Santé et Services sociaux

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Corporation d'urgences-santé	134 209,8	134 209,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 914 583,1	3 914 583,1
Héma-Québec	450 536,9	450 536,9
Institut national de santé publique du Québec	71 630,3	72 530,3
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	19 413,3	21 103,7
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 848 121,9	12 848 121,9
Total	17 438 495,3	17 441 085,7

Corporation d'urgences-santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Corporation d'urgences-santé a pour mission de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence sur son territoire, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier. Les revenus proviennent principalement d'une subvention du ministère et de revenus de facturation pour les transports ambulanciers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La variation des revenus s'explique par le financement prévu pour l'indexation des salaires ainsi que pour la progression dans les échelles salariales.

LES DÉPENSES

La variation des dépenses s'explique par l'indexation et la progression des salaires, le changement d'uniforme des paramédics pour respecter le standard provincial ainsi que la hausse de la dépense d'amortissement due au renouvellement de certains actifs.

LES INVESTISSEMENTS

Des investissements de l'ordre de 14,3 M\$ sont prévus principalement pour le renouvellement des actifs qui sont à la fin de leur vie utile dans les trois catégories suivantes, soit véhicules ambulanciers pour 4,0 M\$, moniteurs défibrillateurs pour 5,4 M\$ et équipements informatiques à bord des ambulances pour 2,5 M\$.

Corporation d'urgences-santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	101 254,3	99 481,8
Autres revenus	32 955,5	32 955,5
Total des revenus	134 209,8	132 437,3
Total des dépenses	134 209,8	130 293,3
Surplus (déficit) de l'exercice	-	2 144,0
Surplus (déficit) cumulé au début	3 251,0	1 107,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 251,0	3 251,0
Investissements		
Immobilisations	14 330,9	5 325,4
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	14 330,9	5 325,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(8 881,8)	(4 640,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(13 925,4)	(14 514,7)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(22 807,2)	(19 154,7)

Fonds de l'assurance médicaments

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de l'assurance médicaments (FAM) a été institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5). Il a pour but d'assumer le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Ses sources de revenus sont les primes des personnes assurées et le fonds général du fonds consolidé du revenu afin de compenser pour les personnes exonérées du paiement de primes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du FAM s'établissent à 3 914,6 M\$ en 2017-2018, soit 232,3 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017.

La variation s'explique par une hausse des revenus de primes prenant en compte les paramètres d'indexation ainsi que par des crédits du Ministère pour le financement, entre autres, de la hausse du nombre de participants.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du FAM s'établissent à 3 914,6 M\$ en 2017-2018, soit 232,3 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017.

La variation s'explique principalement par une augmentation des coûts relatifs à la consommation de médicaments et de services pharmaceutiques (coût brut et nombre de participants).

LES INVESTISSEMENTS

Le Fonds ne réalise aucun investissement.

Fonds de l'assurance médicaments

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 740 985,1	2 591 386,6
Autres revenus	1 173 598,0	1 090 883,4
Total des revenus	3 914 583,1	3 682 270,0
Total des dépenses	3 914 583,1	3 682 270,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements		
Immobilisations	-	-
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 007 361,2)	(962 913,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(1 007 361,2)	(962 913,4)

Héma-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Héma-Québec a pour mission de répondre avec efficience aux besoins de la population québécoise en sang et ses dérivés, en tissus humains, en sang de cordon, en lait maternel et en produits cellulaires sécuritaires et de qualité optimale tout en développant et en offrant une expertise et des services spécialisés et novateurs dans le domaine des produits biologiques humains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus prévus en 2017-2018 sont sensiblement du même niveau que les revenus probables 2016-2017. Ces revenus dépendent essentiellement de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, de la fluctuation des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables.

LES DÉPENSES

Les dépenses prévues en 2017-2018 sont sensiblement du même niveau que les dépenses probables 2016-2017. Ces dépenses dépendent essentiellement de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, de la fluctuation des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables.

LES INVESTISSEMENTS

L'augmentation des dépenses en investissements provient essentiellement de l'ouverture de deux nouveaux sites de prélèvement de plasma sous la bannière Plasmavie, l'ajout de nouvelles mesures de sécurité dont celles pour le Zika, le remplacement de certains automates de laboratoires et de collectes et l'automatisation des processus de transformation et de commandes des produits.

Héma-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	33 679,2	36 423,0
Autres revenus	416 857,7	411 967,0
Total des revenus	450 536,9	448 390,0
Total des dépenses	450 536,9	448 390,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	3 419,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	- ¹
Investissements		
Immobilisations	13 921,0	5 184,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	13 921,0	5 184,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(75 066,0)	(110 898,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(75 066,0)	(110 898,0)

¹ La variation du surplus cumulé est reliée principalement aux activités de couverture de change en devises américaines et à des activités d'opération.

Institut national de santé publique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, les autorités régionales de santé publique ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités, en rendant disponibles son expertise et ses services spécialisés de laboratoire et de dépistage.

L'INSPQ est également appelé à desservir d'autres acteurs tels que les autres ministères et organismes gouvernementaux, les milieux de l'enseignement et de la recherche, les organismes canadiens et internationaux en santé publique, les milieux autochtones, le secteur privé et le grand public.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 71,6 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, soit sensiblement le même niveau que les revenus probables 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 72,5 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, soit sensiblement le même niveau que les dépenses probables 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice financier 2017-2018 sont similaires à celles de l'exercice précédent.

Institut national de santé publique du Québec
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	47 139,3	46 606,0
Autres revenus	24 491,0	24 010,0
Total des revenus	71 630,3	70 616,0
Total des dépenses	72 530,3	70 616,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(900,0)	-
Surplus (déficit) cumulé au début	13 374,0	13 374,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	12 474,0	13 374,0
Investissements		
Immobilisations	2 820,0	2 883,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	2 820,0	2 883,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(16 132,0)	(17 028,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(16 132,0)	(17 028,0)

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) a pour mission de promouvoir l'excellence clinique et l'utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé et des services sociaux.

L'INESSS évalue notamment les avantages cliniques et les coûts des technologies, des médicaments et des interventions en santé et en services sociaux personnels. Il émet des recommandations quant à leur adoption, à leur utilisation ou à leur couverture par le régime public, et il élabore des guides de pratique clinique afin d'en assurer l'usage optimal.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La diminution prévue des revenus en 2017-2018 résulte notamment de l'utilisation des surplus cumulés au cours des années antérieures.

LES DÉPENSES

L'augmentation prévue des dépenses en 2017-2018 découle notamment de divers mandats obtenus dont l'analyse de la pertinence du dépistage des maladies chroniques, la mise en oeuvre du programme Collectif pour les meilleures pratiques et l'amélioration des soins et services (CoMPAS), le projet de recherche Pratique en première ligne au Québec (Reflét) ainsi que la continuation du processus d'accélération de l'évaluation des médicaments pour fins d'inscription dans le but d'améliorer la rapidité d'accès à certains médicaments constituant une percée thérapeutique majeure ou un potentiel d'économie substantielle.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice financier 2017-2018 sont similaires à celles de l'exercice précédent.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	19 007,1	20 913,0
Autres revenus	406,2	818,1
Total des revenus	19 413,3	21 731,1
Total des dépenses	21 103,7	17 177,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 690,4)	4 553,8
Surplus (déficit) cumulé au début	10 183,9	5 630,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 493,5	10 183,9
Investissements		
Immobilisations	185,0	130,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	185,0	130,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Régie de l'assurance maladie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a pour fonction d'administrer les régimes publics d'assurance maladie et d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement du Québec lui confie. Elle informe la population, gère l'admissibilité des personnes, rémunère les professionnels de la santé et assure une circulation sécuritaire de l'information.

Ses revenus proviennent principalement du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments, du fonds général du fonds consolidé du revenu, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et des ententes réciproques avec d'autres provinces.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la RAMQ s'établissent à 12 848,1 M\$ en 2017-2018, soit 715,6 M\$ de plus que les revenus probables 2016-2017.

La variation s'explique principalement par une hausse de 482,9 M\$ des crédits octroyés par le Ministère et par une hausse de 232,3 M\$ des revenus provenant du Fonds de l'assurance médicaments. Ces revenus supplémentaires servent à financer la croissance des dépenses.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la RAMQ s'établissent à 12 848,1 M\$ en 2017-2018, soit 715,6 M\$ de plus que les dépenses probables 2016-2017.

La variation s'explique principalement par des hausses de 419,4 M\$ des coûts relatifs aux services médicaux, de 232,3 M\$ pour les médicaments et les services pharmaceutiques ainsi que de 23,4 M\$ pour les coûts des programmes confiés à la RAMQ tels que l'assurance hospitalisation hors Québec et le programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions dans les investissements de la RAMQ s'établissent à 49,7 M\$ en 2017-2018, soit 20,0 M\$ de plus que les investissements probables 2016-2017.

La variation s'explique principalement par le développement de divers projets informatiques pour un montant de 18,1 M\$.

Régie de l'assurance maladie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	8 639 044,1	8 156 124,5
Autres revenus	4 209 077,8	3 976 355,1
Total des revenus	12 848 121,9	12 132 479,6
Total des dépenses	12 848 121,9	12 132 479,6
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements		
Immobilisations	49 720,2	29 739,7
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	49 720,2	29 739,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(45 525,1)	(55 764,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(45 525,1)	(55 764,6)

Sécurité publique

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
École nationale de police du Québec	36 241,1	36 241,1
École nationale des pompiers du Québec	3 025,2	2 566,0
Total	39 266,3	38 807,1

École nationale de police du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale de police du Québec a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière. Sa mission est aussi d'effectuer de la recherche, de conseiller, d'encourager et de faciliter l'échange d'expertise en matière de formation policière.

L'École nationale de police du Québec assure en exclusivité la formation initiale des compétences des policiers québécois dans les domaines de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière. Elle offre des activités de perfectionnement professionnel aux corps de police du Québec et de formation sur mesure aux diverses clientèles du milieu de la sécurité publique. Enfin, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation policière et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale de police du Québec proviennent des contributions annuelles des corps de police, des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique, laquelle est affectée au coût du loyer.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 36,2 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, en hausse de 2,4 M\$ par rapport aux revenus probables 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par la reprise de certaines activités de formation sur mesure et par l'augmentation des ventes de services.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 36,2 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, en hausse de 2,6 M\$ par rapport à la dépense probable 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du volume des activités.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,9 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, soit sensiblement au même niveau que les investissements probables 2016-2017.

École nationale de police du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	5 404,8	5 779,8
Autres revenus	30 836,3	28 089,5
Total des revenus	36 241,1	33 869,3
Total des dépenses	36 241,1	33 612,1
Surplus (déficit) de l'exercice	-	257,2
Surplus (déficit) cumulé au début	2 826,9	2 569,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 826,9	2 826,9
Investissements		
Immobilisations	927,0	816,5
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	927,0	816,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 000,0)	(1 700,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(3 000,0)	(1 700,0)

École nationale des pompiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale des pompiers du Québec a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie. À ce titre, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation au personnel municipal travaillant en sécurité incendie et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale des pompiers du Québec proviennent des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 3,0 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, en baisse de 0,2 M\$ par rapport aux revenus probables 2016-2017. Cette variation s'explique notamment par la diminution de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 2,6 M\$ pour l'exercice financier 2017-2018, en hausse de 0,5 M\$ par rapport à la dépense probable 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du volume des activités.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements pour l'exercice financier 2017-2018 est sensiblement au même niveau que l'exercice précédent.

École nationale des pompiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	277,2	377,2
Autres revenus	2 748,0	2 875,9
Total des revenus	3 025,2	3 253,1
Total des dépenses	2 566,0	2 090,9
Surplus (déficit) de l'exercice	459,2	1 162,2
Surplus (déficit) cumulé au début	2 099,7	937,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 558,9	2 099,7
Investissements		
Immobilisations	40,0	22,2
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	40,0	22,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Tourisme

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie des installations olympiques	57 822,2	61 322,2
Société du Centre des congrès de Québec	25 554,0	28 886,3
Société du Palais des congrès de Montréal	59 524,3	55 859,4
Total	142 900,5	146 067,9

Régie des installations olympiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Création architecturale audacieuse, le Parc olympique a été construit pour la présentation des Jeux olympiques d'été de 1976. Depuis son inauguration, il a accueilli plus de cent millions de visiteurs, que ce soit pour admirer la ville de Montréal au sommet de la plus haute tour inclinée au monde, pour assister à un événement présenté au Stade, pour s'entraîner au Centre sportif, qui est aussi l'hôte de compétitions d'envergure nationale et internationale, ou encore pour participer à une activité extérieure sur l'Esplanade Financière Sun Life.

Son quadrilatère, en considérant ses installations et sa centaine de partenaires sur le site, est fréquenté par quatre millions de visiteurs chaque année. Générateur de plus de 2 500 emplois et symbole international de Montréal, le Parc olympique se positionne comme étant un important moteur de développement économique et touristique.

Ouvert sur le monde et en harmonie avec sa communauté environnante qu'est l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le Parc olympique aspire à devenir un parc urbain moderne, un site récréotouristique unique où se côtoient création, découvertes, divertissement et activité physique.

Mission

Exploiter tout le potentiel du Parc olympique, en complémentarité avec ses partenaires et la communauté environnante, en assurant la protection et la mise en valeur du patrimoine architectural.

Les revenus de la Régie des installations olympiques sont composés de revenus autonomes provenant de l'exploitation du Stade, du Centre sportif et de la Tour de Montréal ainsi que d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie des installations olympiques s'établissent à 57,8 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit sensiblement le même niveau que les revenus probables de l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie des installations olympiques s'établissent à 61,3 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,7 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017. L'écart s'explique par l'augmentation des dépenses en services de dette.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Régie des installations olympiques s'établissent à 122,1 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 74,0 M\$ de plus que pour l'exercice 2016-2017. Cette hausse est attribuable en majeure partie à la réfection de la Tour, au projet d'efficacité écoénergétique, ainsi qu'à la finalisation des projets du plan d'immobilisations 2009-2014.

Régie des installations olympiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	37 431,7	37 935,0
Autres revenus	20 390,5	20 633,3
Total des revenus	57 822,2	58 568,3
Total des dépenses	61 322,2	59 597,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 500,0)	(1 028,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	14 722,1	15 750,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 222,1	14 722,1
Investissements		
Immobilisations	122 107,0	48 089,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	122 107,0	48 089,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(229 226,2)	(118 794,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(229 226,2)	(118 794,4)

Société du Centre des congrès de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société du Centre des congrès de Québec (Société) est de solliciter la venue de congrès et d'événements d'envergure, d'offrir un centre de congrès de calibre international et une expérience de service exceptionnelle, de manière à positionner la région de Québec comme destination d'excellence pour les événements d'affaires et ainsi contribuer à son activité économique. Les sources de revenus de la Société sont les suivantes : une subvention d'équilibre provenant du gouvernement du Québec et des revenus autonomes résultant des opérations du Centre des congrès de Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 25,6 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 0,9 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017. La variation s'explique par la comptabilisation de revenus additionnels à la suite de l'entente avec la Ville de Québec. Cette entente a pour but de faire le démarchage du tourisme d'affaires hors Québec. Les revenus correspondent aux dépenses occasionnées pour faire ce démarchage et sont refacturées à la Ville de Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 28,9 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 1,0 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017. La variation s'explique essentiellement par la comptabilisation des dépenses additionnelles relatives à l'entente avec la Ville de Québec, conclue à la fin de 2015. Ces dépenses sont refacturées à la Ville de Québec et la contrepartie est imputée aux revenus de la Société.

LES INVESTISSEMENTS

La Société doit assumer annuellement des sommes importantes pour maintenir des installations de qualité afin de concurrencer les autres centres de congrès dans le monde. Les clients exigent une offre d'équipements répondant aux nouveaux standards technologiques, et ce faisant, le Centre des congrès doit investir chaque année dans ces nouvelles technologies afin de satisfaire à ces demandes.

Pour l'exercice 2017-2018, la Société continue à investir des sommes pour différents projets de maintien d'actifs. Elle prévoit également réaliser un projet spécial pour la mise à niveau de son câblage structuré afin de répondre aux besoins de sa clientèle et d'offrir le même niveau de raffinement technologique que les autres centres de congrès dans le monde.

Société du Centre des congrès de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 913,5	16 528,6
Autres revenus	8 640,5	8 145,0
Total des revenus	25 554,0	24 673,6
Total des dépenses	28 886,3	27 897,6
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 332,3)	(3 224,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	22 941,0	26 165,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	19 608,7	22 941,0
Investissements		
Immobilisations	2 309,0	767,3
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	2 309,0	767,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(60 816,8)	(64 756,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(60 816,8)	(64 756,7)

Société du Palais des congrès de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Palais des congrès de Montréal (Société) contribue à l'essor économique, touristique et hôtelier de la région de Montréal et de l'ensemble du Québec.

Le Palais des congrès de Montréal a pour mission de solliciter et d'accueillir des congrès, des expositions, des conférences, des réunions et d'autres événements. Institution publique à vocation commerciale, le Palais génère d'importantes retombées économiques et intellectuelles pour le Québec et contribue au rayonnement international de Montréal à titre de destination de premier choix.

Les principales sources de revenus autonomes de la Société proviennent de la location d'espaces, de redevances provenant de fournisseurs exclusifs et officiels et de la vente de services (aménagement, manutention, électricité, plomberie, audiovisuels et télécommunications).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 59,5 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit un niveau comparable aux revenus probables de l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 55,9 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit un niveau comparable aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Des investissements de 5,9 M\$ sont prévus pour l'exercice 2017-2018, soit une augmentation de 3,3 M\$ par rapport aux investissements probables pour l'exercice 2016-2017. Le coût des études à réaliser pour la préparation du dossier d'opportunité du projet d'agrandissement du Palais des congrès explique essentiellement cette augmentation. Par ailleurs, la Société prévoit une réduction des investissements en équipements et en ressources informationnelles.

Société du Palais des congrès de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	33 826,6	34 049,1
Autres revenus	25 697,7	25 611,5
Total des revenus	59 524,3	59 660,6
Total des dépenses	55 859,4	55 723,8
Surplus (déficit) de l'exercice	3 664,9	3 936,8
Surplus (déficit) cumulé au début	13 316,8	9 380,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16 981,7	13 316,8
Investissements		
Immobilisations	5 885,2	2 621,1
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	5 885,2	2 621,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(198 620,1)	(212 763,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(198 620,1)	(212 763,2)

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence métropolitaine de transport	83 203,5	83 203,5
Société de l'assurance automobile du Québec	264 053,0	249 749,0
Société des Traversiers du Québec	141 842,1	149 419,0
Total	489 098,6	482 371,5

Agence métropolitaine de transport

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Agence métropolitaine de transport (AMT) est une personne morale de droit public, mandataire du gouvernement du Québec, créée en vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (RLRQ, chapitre A-7.02), qui a commencé ses activités le 1^{er} janvier 1996.

Conformément à la loi, l'AMT gère, exploite et finance notamment les services de trains de banlieue, les autobus express métropolitains et les équipements métropolitains. Elle planifie, réalise et exécute tout prolongement du réseau du métro.

Sur le plan financier, l'AMT soutient les organismes de transport de la région de Montréal et établit la tarification métropolitaine et les modalités de partage de recettes métropolitaines entre les organismes de transport. L'AMT exerce ses compétences régionales sur son territoire qui est constitué de celui de la Communauté métropolitaine de Montréal, de la ville de Saint-Jérôme et de la réserve indienne de Kahnawake. Sa mission est d'accroître les services de transport collectif afin d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes dans la région métropolitaine de Montréal. L'AMT utilise et entretient l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et est tributaire de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains.

Le fonds d'exploitation de l'AMT est alimenté par les revenus provenant des automobilistes : droit d'immatriculation (30 \$ pour les véhicules de promenade) et taxe sur l'essence (0,03 \$ le litre d'essence dont la moitié doit obligatoirement être remise aux organismes de transport en vertu d'un décret gouvernemental), ainsi que par des contributions des municipalités desservies par les services offerts par l'AMT et des revenus provenant de la tarification de ses services auprès des usagers.

Le fonds d'immobilisations est financé par des contributions représentant 0,01 \$ par 100 \$ de la valeur de la richesse foncière uniformisée des municipalités se trouvant sur son territoire. Il est également financé par des subventions provenant en très grande partie du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec.

Depuis 2013, l'AMT applique la norme comptable sur les paiements de transfert, ce qui a un impact sur la comptabilisation des revenus de subventions.

En vertu de la Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (2016, chapitre 8), l'AMT cessera d'exister le 1^{er} juin 2017 et ne fera plus partie du périmètre comptable du gouvernement du Québec. Le budget 2017-2018 contient 2 mois d'opérations (avril-mai 2017).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus pour l'exercice 2017-2018 sont de 83,2 M\$ et représentent les mois d'avril et mai 2017 seulement puisque l'AMT cessera ses activités le 1^{er} juin 2017. Les revenus de ces deux mois représentent une diminution de 6,5 % par rapport à la moyenne mensuelle de l'exercice 2016-2017, principalement dû à la saisonnalité défavorable. Les revenus incluent une subvention d'équilibre de 8,3 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'exercice 2017-2018 sont de 83,2 M\$ et représentent les mois d'avril et mai 2017 seulement puisque l'AMT cessera ses activités le 1^{er} juin 2017. Les dépenses de ces deux mois représentent une diminution de 6,5 % par rapport à la moyenne mensuelle de 2016-2017, principalement dû à la saisonnalité.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements en immobilisations pour l'exercice 2017-2018 sont de 11,3 M\$ et représentent les mois d'avril et mai 2017 seulement puisque l'AMT cessera ses activités le 1^{er} juin 2017. Ces dépenses en immobilisations pour l'exercice 2017-2018 représentent une diminution de 64 % par rapport à la moyenne mensuelle de 2016-2017. Cela est principalement dû à la transition vers les nouvelles entités pour le 1^{er} juin 2017.

Agence métropolitaine de transport

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	83 203,5	534 110,7
Total des revenus	83 203,5	534 110,7
Total des dépenses	83 203,5	534 110,7
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements		
Immobilisations	11 347,5	182 651,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	11 347,5	182 651,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 847 037,2)	(1 801 375,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(1 847 037,2)	(1 801 375,8)

Société de l'assurance automobile du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Mission et mandats

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) a pour mission de protéger la personne contre les risques liés à l'usage de la route. À cette fin :

- Elle mène des actions de promotion de la sécurité routière et de prévention;
- Elle fixe les contributions d'assurance et gère le patrimoine fiduciaire;
- Elle gère l'accès au réseau routier (le permis de conduire et l'immatriculation des véhicules);
- Elle surveille et contrôle le transport routier des personnes et des biens;
- Elle indemnise les personnes accidentées de la route et facilite leur réadaptation.

La Société exécute également tout autre mandat qui lui est donné par la loi ou par entente avec le gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec la Ville de Montréal.

Clientèle

Toutes les personnes physiques et morales du Québec sont susceptibles de bénéficier des services de la Société, souvent à plus d'un titre, que ce soit en matière d'assurance, de sécurité routière et de contrôle routier.

Sources de revenus

Les prévisions budgétaires présentées ci-dessous n'incluent pas les activités de nature fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec, car ces dernières sont exclues du périmètre comptable du gouvernement.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) prévoit que la Société peut percevoir des frais pour l'immatriculation d'un véhicule et la délivrance d'un permis de conduire.

À l'égard des mandats qui sont confiés à la Société par la loi ou à la suite d'une entente, des ententes en prévoient le financement.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 264,1 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 10,6 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017.

La variation s'explique principalement par l'indexation de la tarification et par la croissance des volumes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 249,7 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit une hausse de 2,3 M\$ par rapport aux dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

Cette variation s'explique principalement par les dépenses relatives à la mesure structurante « Modernisation des ressources informationnelles », ainsi que par une hausse de la rémunération.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 53,9 M\$ pour l'exercice 2017-2018. La hausse de 18,6 M\$ est principalement attribuable aux investissements en technologies de l'information.

Société de l'assurance automobile du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10 250,0	9 500,0
Autres revenus	253 803,0	243 966,0
Total des revenus	264 053,0	253 466,0
Total des dépenses	249 749,0	247 465,0
Surplus (déficit) de l'exercice	14 304,0	6 001,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(184 753,0)	(190 754,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(170 449,0)	(184 753,0)
Investissements		
Immobilisations	53 857,0	35 275,0
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	53 857,0	35 275,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(142 676,0)	(119 568,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(142 676,0)	(119 568,0)

Société des Traversiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société des Traversiers du Québec (STQ) est d'assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des services de transport maritime de qualité, sécuritaires et fiables. Par ses activités, la STQ contribue à la prospérité de la population québécoise et lui permet de tisser des liens sur le vaste territoire qui borde le majestueux fleuve Saint-Laurent.

Les revenus annuels de la STQ proviennent d'une partie du produit des services qu'elle offre aux usagers du transport maritime et d'une affectation à partir des crédits du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la STQ s'établissent à 141,8 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 13,3 M\$ de plus que les revenus probables de l'exercice 2016-2017.

Les variations significatives des revenus sont causées par les subventions additionnelles à obtenir afin de pouvoir rencontrer les nouvelles obligations relatives aux dettes à long terme.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la STQ s'établissent à 149,4 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 4,9 M\$ de plus que les dépenses probables de l'exercice 2016-2017.

Cette variation s'explique principalement par la finalisation de projets majeurs en immobilisations qui occasionne des hausses de dépenses pour l'entretien des infrastructures terrestres et maritimes, pour les frais inhérents s'y rapportant et pour le financement de nouveaux actifs.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la STQ s'établissent à 44,1 M\$ pour l'exercice 2017-2018, soit 8,0 M\$ de moins que les investissements probables de l'exercice 2016-2017. Au cours de l'exercice 2017-2018, il est prévu de finaliser la construction des navires qui seront affectés à la traversée de Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine.

Société des Traversiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	111 069,6	100 782,1
Autres revenus	30 772,5	27 751,6
Total des revenus	141 842,1	128 533,7
Total des dépenses	149 419,0	144 475,6
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 576,9)	(15 941,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	14 322,3	30 264,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 745,4	14 322,3
Investissements		
Immobilisations	43 550,0	51 421,7
Prêts et placements	518,9	635,0
Total des investissements	44 068,9	52 056,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(481 126,6)	(455 972,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(25 551,4)	(25 551,4)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(506 678,0)	(481 523,8)

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission de la capitale nationale du Québec	20 060,4	21 365,1
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	31 381,3	31 381,3
Régie du bâtiment du Québec	68 678,0	63 640,7
Total	120 119,7	116 387,1

Commission de la capitale nationale du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission de la capitale nationale du Québec (Commission) veille à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec. Elle en assure également la promotion.

À cette fin, la Commission peut notamment, sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec :

- Contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- Établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et oeuvres d'art;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- Contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- Contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale.

La Commission veille aussi à l'entretien et à la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec, que ces lieux soient ou non situés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission peut exceptionnellement, avec l'autorisation du gouvernement et lorsque les circonstances particulières le justifient, aménager des sites, monuments et biens historiques contribuant au rayonnement de la capitale à l'extérieur du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission contribue à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale.

Les revenus annuels de la Commission proviennent principalement de la subvention du gouvernement du Québec.

La Commission reçoit également des contributions de partenaires ainsi que des revenus autonomes (locations de salles, stationnements, droits d'entrée, activités éducatives, redevances et revenus d'intérêts).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus de la Commission s'établissent à 20,1 M\$ en 2017-2018, soit 1,2 M\$ de moins qu'en 2016-2017. Cette baisse s'explique principalement par une diminution de la subvention relative au service de la dette de 1,4 M\$, une diminution des contributions de partenaires concernant des projets non récurrents de 0,3 M\$ ainsi qu'une augmentation de 0,4 M\$ de la subvention couvrant les dépenses d'opération.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Commission s'établissent à 21,4 M\$ en 2017-2018, soit 3,3 M\$ de plus que la dépense probable 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la dépense d'amortissement de 1,8 M\$, du service de la dette de 0,9 M\$ ainsi qu'une augmentation des dépenses d'opération de 0,5 M\$.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissements de la Commission s'établit à 52,9 M\$ en 2017-2018, soit une hausse de 48,0 M\$. Cette variation est due à l'acquisition prévue de la place des Canotiers (39,2 M\$) et à la poursuite de certains projets tels que les Nouvelles-Casernes (6,9 M\$), la promenade Samuel-De Champlain (1,0 M\$), le parc Cartier-Roberval (0,4 M\$) et 0,5 M\$ de plus dans le plan de maintien d'actifs.

Commission de la capitale nationale du Québec
Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018
(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	18 354,8	19 374,9
Autres revenus	1 705,6	1 935,2
Total des revenus	20 060,4	21 310,1
Total des dépenses	21 365,1	18 091,8
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 304,7)	3 218,3
Surplus (déficit) cumulé au début	39 342,3	36 124,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	38 037,6	39 342,3
Investissements		
Immobilisations	52 923,3	4 895,0
Prêts et placements	-	50,0
Total des investissements	52 923,3	4 945,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(104 243,8)	(57 574,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(104 243,8)	(57 574,7)

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (Office) est constitué en vertu de la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (RLRQ, chapitre O-2.1). Sa mission est d'administrer le Programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu. L'Office est financé à 100 % par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 31,4 M\$ en 2017-2018, soit 4,5 M\$ de plus que les revenus probables de 2016-2017. Cette variation s'explique par une prévision d'augmentation de la clientèle admissible au Programme de sécurité du revenu.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 31,4 M\$ en 2017-2018, soit 4,5 M\$ de plus que les dépenses probables de 2016-2017. Cette variation s'explique par une prévision d'augmentation de la clientèle admissible au Programme de sécurité du revenu.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement important n'est prévu par l'Office.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	31 381,3	26 828,9
Autres revenus	-	10,9
Total des revenus	31 381,3	26 839,8
Total des dépenses	31 381,3	26 839,8
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	1 443,6	1 443,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 443,6	1 443,6
Investissements		
Immobilisations	10,4	10,4
Prêts et placements	-	-
Total des investissements	10,4	10,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Régie du bâtiment du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) a été instituée en 1992. Sa mission a trois volets :

- Veiller à la qualité des travaux de construction;
- Veiller à la sécurité des personnes;
- Prévenir la criminalité et lutter contre les pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction.

Les responsabilités de la RBQ couvrent les dix domaines suivants : bâtiment, électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression, ascenseurs et autres appareils élévateurs, remontées mécaniques, jeux et manèges ainsi que les lieux de baignade. Elle est également appelée à appuyer, par réglementation, diverses politiques et orientations gouvernementales.

Elle surveille l'application de la réglementation adoptée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, chapitre B-1.1) et d'autres lois sectorielles dans les différents domaines techniques de sa compétence.

Elle remplit sa mission en adoptant des normes et des règlements en matière de construction, de sécurité, de garanties financières et de qualification professionnelle, en délivrant les licences conférant des droits d'exercice ainsi que des permis d'utilisation ou d'exploitation, en accordant à des professionnels la reconnaissance pour délivrer des attestations de conformité et en surveillant l'application des normes et des règlements relevant de sa compétence.

Ses revenus annuels proviennent principalement de la qualification professionnelle des entrepreneurs, de la tarification sectorielle et de l'émission de permis dans différents domaines d'activités dont le gaz, les équipements pétroliers, les installations électriques, les appareils sous pression, les installations en tuyauterie, les appareils de levage ainsi que les jeux et remontées mécaniques. Elle perçoit également des revenus d'intérêts provenant des placements, des avances ainsi que sur les excédents d'encaisse.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La prévision des revenus s'établit à 68,7 M\$ en 2017-2018, soit une hausse de 0,6 M\$ par rapport aux revenus probables de 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par le fait que la prévision des revenus tient compte d'une indexation annuelle de 1,41 % de l'ensemble des grilles tarifaires.

LES DÉPENSES

La prévision des dépenses s'établit à 63,6 M\$ en 2017-2018, soit une hausse de 2,6 M\$ par rapport aux dépenses probables de 2016-2017.

Cette variation s'explique d'abord par une hausse de 2,0 M\$ en rémunération due à l'indexation de la masse salariale et au comblement des postes. Cette variation s'explique également par une hausse de 0,9 M\$ des contrats de services informatiques attribuable principalement à l'amélioration continue des systèmes informatiques de la RBQ et à leurs modifications pour soutenir l'optimisation des processus. Finalement, la diminution de 0,4 M\$ de la dépense de publicité et promotion explique l'écart résiduel.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision des investissements s'établit à 14,2 M\$ en 2017-2018, soit 7,4 M\$ de plus que les investissements probables pour 2016-2017. Cette variation s'explique principalement par le report en 2017-2018 de certains projets en ressources informationnelles, dont le projet de développement d'outils informatiques pour les enquêtes, ainsi que par l'augmentation de l'avance de la RBQ au Fonds de garantie.

Régie du bâtiment du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2017-2018

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2017-2018	Résultats probables 2016-2017
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	68 678,0	68 111,8
Total des revenus	68 678,0	68 111,8
Total des dépenses	63 640,7	61 088,5
Surplus (déficit) de l'exercice	5 037,3	7 023,3
Surplus (déficit) cumulé au début	103 994,3	96 971,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	109 031,6	103 994,3
Investissements		
Immobilisations	5 220,0	3 864,0
Prêts et placements	9 000,0	3 000,0
Total des investissements	14 220,0	6 864,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(11 500,0)	(11 500,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	16 623,6	21 721,6
Total	5 123,6	10 221,6

